



L'ACTION FRANÇAISE 2000

« Tout ce qui est national est nôtre »

3 € | N° 2747 | 62^e année | Du 1^{er} au 14 mai 2008 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net

LOGIQUE DE SPECTACLE

Que la démocratie contemporaine soit bien le degré zéro de la politique, il faut vraiment mettre une singulière mauvaise volonté pour ne pas le reconnaître.

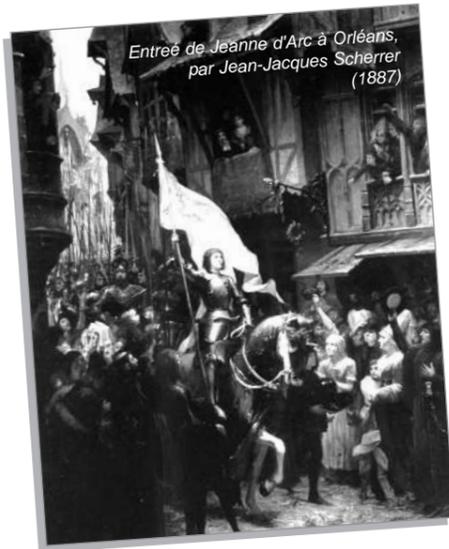
Une logique de spectacle ou de jeu a remplacé la logique d'action propre au politique, et l'électeur, constamment flatté dans ses ressorts les plus abêtissants, est continuellement promené des enthousiasmes douteux d'un défilé de carnaval, aux émotions frelatées d'un classement sportif ou des résultats d'une loterie.

Loterie le 25 avril où les instituts de sondage annoncent que le président de la république et le premier ministre perdent chacun huit points de popularité, le premier passant à 32 %, le second, qui était en meilleure position que son patron, à 4 %. C'est possible. Mais on se demande bien en quoi il est utile de connaître de telles oscillations, qui doivent presque tout à des réactions à chaud sur des circonstances de la vie publique dont il serait imprudent d'assurer que tous ceux qui en jugent ont en mains tous les éléments d'appréciation ; et en quoi ces variations d'opinion importent à la politique.

Carnaval le 28, puisque Sarkozy tente par une prestation de bateleur de rétablir son image, comme on dit. Retrouvera-t-il de ce fait la grâce de ses électeurs ! Là encore nous serions loin de la politique puisque rien de concret ne justifierait ce changement.

N'ironisons plus sur l'empire romain de la décadence et son Panem et circenses. Avant que ne se posent des problèmes de pain, l'État républicain, lui, est déjà passé maître dans la manipulation des Jeux.

DIOGÈNE



Entrée de Jeanne d'Arc à Orléans, par Jean-Jacques Scherrer (1887)

Pour l'indépendance de la France, pour nos libertés, dimanche 11 mai, 9 h 30 à Paris :

Tous avec Jeanne d'Arc !

Pages 11 et 15

Quand Trotski logeait à l'enseigne de... L'AF !

■ Exilé en 1929 par son camarade Staline – qui le fera assassiner à Mexico en 1940 – Trotski parcourt la “planète sans visa”. Du 10 au 28 mai 1934, il réside incognito (mais sous protection policière) à La Tronche, près de Grenoble, dans une pension de famille bien particulière... Il se prétend en deuil pour esquiver la table d'hôte, avec son épouse et son “neveu” porte-flingue. Voici le récit comique qu'il fait de ce périlleux séjour dans son *Journal d'exil* !

... Notre emménagement se passa on ne peut mieux. Même trois étudiants sud-américains habitants de la pension, peu enclins à la discipline, faisaient silence et s'inclinaient respectueusement devant des personnes en deuil. Je fus seulement quelque peu étonné par les gravures accrochées dans le couloir : “le Cavalier royal”, “les Adieux de Marie-Antoinette à ses enfants”, et autres du même genre. La chose s'expliqua bientôt. Après le dîner, notre “neveu” remonta chez nous très alarmé : nous

La rédaction de *L'Action Française* 2000 accueille Patrick Gofman. On le trouvera en page 8 au sujet de mai 68. Mais, pour cette stupéfiante

anecdote concernant Trotski, nos Raisons d'AF lui laissent volontiers leur place. Bienvenue, Patrick !

PHILIPPE CHAMPION

étions tombés sur une pension de famille royaliste ! *L'Action Française* était le seul journal admis sous ce toit. De récents incidents sanglants dans la ville (une manifestation antifasciste) avaient porté à l'incandescence les passions politiques dans la pension. Le centre de la “conspiration” royaliste était la patronne, décorée de la médaille d'infirmité de la guerre de 1914-18 : elle entretenait d'étroites relations personnelles dans les milieux royalistes et fascistes de la ville.

Le lendemain, selon l'usage, l'agent de la Sûreté, G..., défenseur de la République par fonction, vint prendre pension. C'est justement alors que depuis quelques semaines Léon Daudet menait dans *L'Action Française* une campagne furibonde contre la Sûreté, qu'il traitait en bande de fi-

lous, de traîtres et d'assassins (Daudet accusait en particulier la Sûreté d'avoir assassiné son fils Philippe). Notre agent de la Sûreté, un homme de quelque quarante-cinq ans, se révéla homme du monde au plus haut degré [...]. Quant aux questions politiques, il s'efforçait de garder une neutralité pleine de tact. Mais le patron de la pension (ou plutôt le mari de la patronne), voyageur de commerce, ne manquait jamais de solliciter son accord à ses propres vues royalistes.

— Tout de même, *L'Action Française* est le meilleur journal français !

— G... cherchait une réponse conciliante : Charles Maurras mérite effectivement le respect, on ne peut pas nier cela, mais Daudet est d'une inadmissible grossièreté.

— Le patron insistait poliment. Certes, il arrive à Daudet d'être un peu grossier, mais il en a le droit : car enfin ces misérables ont assassiné son fils !

Il faut dire que G... avait participé de très près à “l'affaire” du jeune Philippe Daudet, en sorte que l'accusation l'atteignait personnellement. Mais là non plus G... ne perdait pas sa dignité : « Sur ce point je ne suis pas d'accord – répondait-il au patron qui ne se doutait de rien –, chacun de nous reste sur sa conviction. »

Notre “neveu”, après chaque repas, nous rapportait ces scènes dignes de Molière, et une demi-heure de rires joyeux, quoique étouffés (car nous étions en deuil !), nous dédommageait au moins partiellement de l'inconfort de notre existence... Le dimanche nous sortions [...] pour aller “à la messe” ; en réalité en promenade : cela renforçait notre autorité dans la maison...

¹ – Gallimard folio, 1977.

RÉGULARISATION DES CLANDESTINS
Syndicats, patrons et République contre les Français (p.6)

M 01093 - 2747 - F. 3,00 €



L'ACTION FRANÇAISE 2000 – Peut-on penser, selon vous, une ontologie du royaliste ou du royalisme ?

MICHEL MICHEL – Je crains qu'à trop se centrer sur une conception ontologique, sans rapport avec la France réelle, ignorant des obstacles concrets qui résistent à notre action, notre royalisme ne devienne au mieux que l'adhésion à un archétype (qui comme tout archétype se suffit à lui-même) et au pire à une idéologie. J'apprécie bien l'œuvre de Maurras pour

Michel Michel est maître de conférences à l'Institut des Sciences sociales de Grenoble. Spécialiste de la sociologie de terrain, il se dit lui-même "militant insuffisant", mais ce vibrant orateur de multiples camps Maxime Real del Sarthe ne cesse de réfléchir sur ce que c'est qu'être royaliste. Il nous livre ici quelques réflexions roboratives.

fonder le royalisme en raison. Mais le raisonnement doit précisément mener à cette fidélité incarnée, sinon, la pure passion idéologique risque de finir dans les néants de la Légion Charlemagne.

En mettant l'accent sur l'être du royaliste, ne risque-t-on pas d'essentialiser le royalisme ? Une ontologie de la royauté passe encore, les idées platoniciennes et le roi du Ciel pourraient le faire

LE PROFESSEUR MICHEL MICHEL

L'action royaliste comme support d'une pratique sacrificielle

accepter... Mais essentialiser le royalisme ? Maurras pouvait écrire : « **Je suis de Martigues, je suis de Provence, je suis Français, je suis Romain, je suis humain.** » "Être royaliste" n'est pas du même ordre ; ce n'est pas une identité essentielle mais une conséquence de l'être français, le moyen de défendre le bien commun de cette communauté de destin qu'est la France.

L'AF 2000 – Si être royaliste est un moyen, on ne peut l'être véritablement que dans l'action politique...

M.M. – L'action implique une confrontation avec les résistances du réel ; elle constitue une ascèse dans laquelle s'évanouissent bien des faux problèmes. Le matériau éprouve la volonté et dissipe les velléités. C'est le projet commun qui fédère. Surtout, comme l'a bien établi Carl Schmitt, quand l'action s'exerce sur un terrain où l'on a besoin d'alliés pour vaincre des adversaires. Les troupes se soudent dans le combat (surtout s'il est victorieux) et se délitent à Capoue. Les royalistes sont restés trop longtemps hors du champ politique, ils n'ont plus que des adversaires abstraits : les travers de leurs comportements s'expliquent en grande partie par cette situation planante.

Le chemin à suivre

L'AF 2000 – Les royalistes seraient ainsi de simples partisans ; n'est-ce pas contraire au principe d'unité qu'ils défendent ?

M.M. – Il ne faut pas confondre les royalistes et le roi. C'est peut-être au roi à tenter d'incarner l'archétype de la souveraine transcendance ; aux royalistes il n'est demandé que de mettre à profit une situation pour "faire le roi".

En situation "normativement normale", il n'y a pas de royalistes, il n'y a que de loyaux et fidèles sujets. Il n'y a de royalistes qu'en situation de crise de régime. On connaît la chanson : *Pleurez, pleurez fidèles royalistes, la mort de Henri de Valois...* Le terme de royaliste implique que la France est déchirée entre les factions des Huguenots et de la Ligue. Le tiers parti, celui qui refuse cette guerre civile est bien forcé à s'organiser en parti des politiques. Les royalistes sont des partisans par nécessité. Des partisans qui souhaitent la fin des partis (ou de façon plus réaliste, l'atténuation du déchirement de la France par les factions), mais des partisans quand même. Qu'ils le veuillent ou non. Et il vaudrait mieux qu'ils le veuillent, sinon ils seront de mauvais partisans, c'est-à-dire de mauvais royalistes.

C'est un vice mental que de prétendre "incarner l'idéal" (la royauté comme concorde) en fei-

gnant d'ignorer les impératifs du chemin hors duquel nous ne saurions accéder à cet objectif. Mais c'est tellement plus confortable de faire l'économie de ce chemin...

Trois sortes de royalisme

L'AF 2000 – Dès lors, qui sont les véritables royalistes ?

M.M. – Il me semble qu'on peut distinguer (et non pas opposer) trois postures royalistes.

– *Un royalisme de témoignage et de protestation* : témoignage d'une fidélité à une histoire, à un régime qui reflète la transcendance divine, protestation contre le prosaïsme, le conformisme et l'insignifiance du monde post-révolutionnaire.

qui accèdent à ce niveau de réflexion. Ce royalisme est rarement spontané et le plus souvent il est le produit d'une école de pensée qui a mobilisé d'importants moyens (cercles d'études, conférences, livres savants, etc.) pour parvenir à transformer des convictions, des sentiments, parfois de simples réflexes conditionnés (mêmes "sains") en une capacité d'analyse de la réalité politique française.

Pour une réforme intellectuelle et morale

Quant à la troisième catégorie, ils font cruellement défaut pour que se mette en place un "royalisme d'action". Certes, la tradition d'impertinence des étudiants d'Ac-

qu'ils fonctionnent au principe de plaisir. Certains, parfois vont un peu plus loin, par sens du devoir ; mais combien se conduisent en professionnels, c'est-à-dire acceptent de mener des tâches ennuyeuses, peu exaltantes, simplement parce qu'elles concourent efficacement à l'objectif fixé ?

On sait combien dans les associations les rapports entre permanents et bénévoles sont difficiles : les activités des uns et des autres ne sont pas sous-tendues par la même logique. Eh bien, les mouvements et groupes royalistes ne sont pratiquement composés que par des bénévoles.

Ah ! Combien je comprends Lénine qui en appelait à une organisation de révolutionnaires professionnels. (Il est vrai que les caisses noires, le soutien de l'État soviétique et les emplois de permanents n'ont jamais manqué aux apparatchiks des partis communistes.)

Les royalistes fonctionnent à l'enthousiasme, parfois c'est un dieu qui les habite, parfois ce n'est que de la "gonflette" ; il faudrait un peu de lest qui les stabilise dans une action prolongée.

Aussi, nos efforts devraient moins porter sur la multiplication des royalistes de sentiment (si la diffusion de convictions justes suffisait au salut public on pourrait être démocrate) que sur la transformation de beaucoup de ces royalistes de sentiment en "royalistes politiques" et de certains de ces "royalistes politiques" en comploteurs actifs. En termes maurrassiens cela s'appelle « **la réforme intellectuelle et morale de quelques uns** ».

La réforme intellectuelle suppose de ne pas négliger les ressources de l'intelligence qui est seule susceptible d'amender le royalisme de valeurs et de sentiments. La réforme morale consiste à cultiver le courage, le sens du service, du dévouement et de l'abnégation. Elle relève plus de la "voie purgative" (passage obligé pour obtenir la sublimation de la volonté de puissance), que de l'exaltation du petit ego. La découverte de ce qui dans l'homme passe l'homme s'accompagne nécessairement de la conscience du caractère limité et contingent de l'individu et réciproquement.

Alors oui, dans cette perspective, l'action royaliste peut devenir le support d'une voie intérieure c'est-à-dire d'une pratique sacrificielle.

PROPOS RECUEILLIS PAR
ALEXANDRE APREVAL



Michel Michel en compagnie de Pierre Pujo

Photo: lesmaillants.roi.com

– *Un royalisme de régence du nationalisme* : en l'absence de l'héritier, tentons de conserver l'héritage. Dans chaque numéro, *L'Action Française* veut dégager ce que serait une politique qui ne viserait qu'au bien commun de la France sans tenir compte des filtres idéologiques et des impératifs institutionnels du régime républicain. Malheureusement bien peu de nos gouvernants lisent *L'Action Française*.

– *Un royalisme de complot* visant à changer le régime et à amener le Prince à gouverner réellement. Ce type de royalisme a été illustré par un Cadoudal, ou plus près de nous par un Henri d'As-tier de la Vigerie. (On raconte qu'en 1942 à Alger, quand on demandait des nouvelles de ce dernier, on s'entendait répondre : « **Comme toujours, le matin il va à la messe et l'après-midi il complot.** »)

Ceux qui relèvent de la première catégorie sont les plus nombreux, ils forment un réservoir qui semble inépuisable à partir duquel il est toujours possible de trouver de quoi reconstituer des motivations royalistes. C'est un royalisme de valeurs et de sentiments.

Dans la seconde catégorie, on pourrait parler d'un "royalisme politique". Peu nombreux sont ceux

tion française et des camelots du Roi (« **ce sont des gens qui se foutent des lois** ») peut être considérée comme une formation propédeutique élémentaire à ce royalisme d'action ; mais bien insuffisante quand il faudrait former des "professionnels du complot royaliste" (au sens où Lénine évoquait le bolchévisme comme un parti de révolutionnaires professionnels, dont il voyait la préfiguration dans l'ordre des jésuites). Il n'y aura d'action royaliste cohérente (c'est-à-dire une action qui dépasse le témoignage) que si elle est orientée par une stratégie, ce qui suppose un état-major et des agents disciplinés aptes au stratagème.

L'AF 2000 – Vous semblez appeler de vos vœux la formation de ce troisième type de royalistes, des "militants professionnels" en quelque sorte, prêts au sacrifice de soi pour leur cause ; cela est-il possible et comment ?

M.M. – Parmi les royalistes, peu sont militants ou le restent. Et les militants sont des amateurs... Hélas ! Certes les amateurs aiment, d'où l'aspect sympathique de la plupart des royalistes ; mais ils ne se manifestent qu'autant qu'ils aiment ce qu'ils font, c'est-à-dire

L'ACTION FRANÇAISE

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris

Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63

www.actionfrancaise.net

redaction@actionfrancaise.net

secretariat@actionfrancaise.net

abonnements@actionfrancaise.net

ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo (*)

Directeur de la publication : M.G. Pujo

Directeur de la rédaction :

Philippe Champion

Rédacteur en chef : Michel Fromentoux

Politique : Pierre Lafarge (chef de

rubrique), Georges Ferrière.

Étranger :

Pascal Nari, Sébastien de Kererro.

Économie : Henri Letigre.

Enseignement, famille, société :

Michel Fromentoux (chef de rubrique),

Aristide Leucate, Guillaume Chatizel.

Médecine : Jean-Pierre Dickès.

Livres : Anne Bernet, Pierre Lafarge,

Philippe Aleyrac, Romaric d'Amico,

François Roberday.

Culture : Renaud Dourges,

Monique Beaumont, Alain Waelkens.

Combat des idées :

Pierre Carvin, Jean-Philippe Chauvin.

Histoire : Francis Venant (chef de

rubrique), René Pillorget.

Art de vivre : Pierre Chaumeil.

Chroniques :

Jean-Baptiste Morvan, François Leger.

Médias : Denis About, Arnaud Naudin.

Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost.

Abonnements, publicité, promotion :

Monique Lainé

DIMANCHE 11 MAI

Fête nationale de Jeanne d'Arc



VOIR PAGE 15

Une statistique en guise de politique

Lorsque le bateau sombre, le capitaine cherche parfois à se raccrocher à la première bouée venue. Dans l'océan

Si le chômage baisse, la qualité des emplois créés est loin d'être à la hauteur des attentes.

de déceptions que représente le bilan économique du gouvernement, la baisse du chômage semble être la seule réussite... Mais ceci ressemble plutôt à une victoire à la Pyrrhus.

Cumulant les erreurs et jouant de malchance, avec une conjoncture internationale dégradée par la crise financière, le gouvernement Fillon affiche, après un an d'exercice, un bilan économique plus que calamiteux. Successivement, il a reconnu ses échecs dans la majorité des dossiers qu'il avait fait figurer parmi ses priorités : croissance bien inférieure aux prévisions, finances publiques à la dérive, ou encore, pouvoir d'achat des ménages aux oubliettes. Seul et unique motif de satisfaction parmi le désastre général, les chiffres du chômage sont toujours et encore à la baisse. C'est donc fort logiquement que ceux-ci sont mis en avant par le chef de l'État afin de redorer sa cote de popularité.

Ainsi, le mois dernier, Nicolas Sarkozy a déclaré voir « le résultat de sa stratégie économique » dans les dernières statistiques publiées par l'INSEE : le taux de chômage moyen en France métropolitaine s'est éta-

blé en 2007 à 8 % contre 8,8 % en 2006. Il s'agit de l'un des taux les plus bas depuis 1983 et qui se rapproche de celui mesuré en 2001 (7,8 %) après l'embellie économique de la fin des années 2000.



Les chiffres du chômage dépendent pour beaucoup des politiques publiques menées vis-à-vis des chômeurs et du nombre d'entre eux inscrits à l'ANPE.

sure plus fins et qui situait le taux de chômage aux environs de 9,8 %. Depuis, un voile pudique a été jeté sur les "enquêtes emploi" et de nombreux analystes soulignent qu'une trop grande importance est accordée au nombre d'inscrits dont la baisse constante est liée au raccourcissement des durées d'indemnisation intervenues ces dernières années. En bref, s'il est difficilement contestable que le chômage recule, il est très difficile d'affirmer que ce phénomène soit aussi massif.

Chiffres contestables

Pourtant, ce chiffre, qui apparaît tenir du surnaturel dans le contexte actuel, est sujet à bien des débats. Tout d'abord, la structure de cet indicateur a été récemment ajustée à plusieurs reprises sous l'influence des normes internationales, notamment celles du BIT (Bureau international du travail). De plus, il dépend pour beaucoup des politiques publiques menées vis-à-vis des chômeurs

et du nombre d'entre eux inscrits à l'ANPE. Ainsi, par exemple, le taux de 2006, qui s'est élevée officiellement à 9 %, divergeait avec les résultats de "l'enquête emploi" effectuée chaque année par l'INSEE avec des instruments de me-

Travailleurs mais pauvres

Au-delà de la polémique sur les statistiques – à propos desquelles un homme de l'art, dont l'histoire n'a pas retenu le nom,

a déclaré qu'elles constituaient « la forme la plus élaborée du mensonge » –, il est intéressant de constater que la diminution du chômage s'inscrit dans un contexte de croissance molle. Or, si la science économique peut facilement expliquer pourquoi une forte croissance est pauvre en création d'emplois, elle peine en revanche à trouver la relation de cause à effet entre une faible croissance et une diminution de l'inactivité. La réponse est alors à chercher dans la qualité des emplois créés qui est loin d'être à la hauteur des attentes. Nous sommes donc clairement dans ce que les spécialistes appellent le « halo du chômage » et qui correspond à une extension continue de la zone grise entre chômage total et travail à plein-temps. En effet, le nombre de travailleurs subissant des emplois précaires et des temps partiels augmente lentement mais sûrement (près de 2 % par an selon le ministère de l'Emploi). Enfermé dans la spirale de la déflation salariale, le système économique actuel tend donc à réduire mécaniquement le nombre de chômeurs, mais, en contrepartie, à multiplier le nombre de travailleurs pauvres.

La situation est d'autant plus inconfortable qu'elle semble totalement satisfaire le gouvernement. Ce dernier aurait même plutôt tendance à conforter la pente naturelle du marché en proposant aux Français de se mettre à l'heure de la "flexisécurité". Ce concept fallacieux, inspiré d'un modèle danois aujourd'hui en crise, repose, entre autres choses, sur l'idée étrange que faciliter le licenciement encouragerait les entreprises à embaucher. En janvier, la réforme du marché du travail voulue par François Fillon faisait un petit pas dans ce sens.

Comme l'a affirmé le chef de l'État dans son allocution télévisée du 24 avril, d'autres "réformes" sont programmées...

PAUL PAOLINI

SIGNES DES TEMPS

GAUCHE : TROU NOIR

Un lecteur attentif déplore que, depuis plusieurs semaines, cette rubrique raille le gouvernement et semble épargner la gauche. Qu'on veuille bien admettre qu'il n'est pas aisé de fustiger le néant...

SARKOZY SEREIN

Après l'intervention télévisée du chef de l'État, tous les commentateurs ont insisté sur le caractère posé qu'avait affiché notre président, en rupture avec la frénésie des entretiens précédents. À bien y réfléchir, de tels commentaires sont assez invraisemblables : chez Nicolas Sarkozy, il n'y a finalement que le fait d'être normal et serein qui peut surprendre des commentateurs habitués à tout depuis le 6 mai 2007.

SARKOZY DIVISE POUR RÉGNER

Devant des agriculteurs réunis à Rennes, Nicolas Sarkozy avait fustigé les retraites des cheminots en indiquant que d'autres métiers étaient plus pénibles. Ce populisme consistant à opposer les métiers les uns aux autres avait recueilli un tonnerre d'applaudissements. Et Sarkozy continue donc à vouloir opposer les Français les uns contre les autres, par exemple en annonçant que le revenu de solidarité active sera financé par un "redéploiement" de la prime pour l'emploi ou que les franchises médicales financeront la maladie d'Alzheimer. Au lieu d'en vouloir au président, les bénéficiaires de la prime pour l'emploi n'auront qu'à s'en prendre à ceux qui touchent le RSA, et les tuberculeux pourront maudire les malades d'Alzheimer.

MOSELLE : 2^e SACCAGE

Les 575 salariés de l'usine Gandrange en Moselle menacés de perdre leur emploi, pourront se consoler en songeant que le malheur des uns fait le bonheur des autres : leur PDG, Lakshmi Mittal, a vu ses revenus augmenter de 14 % l'an dernier, passant au dessus de la barre des 3 millions d'euros. Entre hauts et bas salaires, l'écart se creuse inexorablement.

CHATEL CONTRE CHATEL

En sa qualité de porte-parole du gouvernement, Luc Chatel saura défendre la "loi de modernisation de l'économie" qui remet en cause l'encadrement des pratiques de la grande distribution organisée par... la loi Chatel ! Il saura aussi justifier la réforme de la carte judiciaire et la réforme des armées, au grand dam du maire du Chaumont qui déplore la fermeture prévue dans sa ville du service de protection judiciaire de la jeunesse et du 61^e régiment d'artillerie. Est-il utile de préciser que le maire de Chaumont s'appelle... Luc Chatel !

GUILLAUME CHATIZEL

INCOMPRÉHENSION

« Je ne crois pas que les Français soient déçus » a déclaré Édouard Balladur au Journal du Dimanche à propos du bilan de la première année de Nicolas Sarkozy. C'est dire à quel point l'ancien Premier Ministre est doué pour comprendre les Français !

G.C.

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'A.F.

Assez mince, la liste de souscription ci-contre... Un chaleureux merci aux amis qui nous ont adressé leur versement, et pour certains, au prix de durs sacrifices, mais il est grand temps de dire à ceux et celles qui semblent encore hésiter : N'écoutez pas les oiseaux de mauvais augure, le journal de l'Action française doit vivre pour que vive la France, pour que se redresse l'honneur français, et pour que ne tombe pas dans la boue l'idée même de souveraineté française.

Un journal qui, aux plumes habituelles, voit de semaine en semaine se joindre des hommes de talent confirmé et d'horizons divers comme Alain Paucard, Gérard Leclerc, Michel Michel, Henry Bogdan, Patrick Gofman, Jean Tulard,

membre de l'Institut, sans compter ceux qui d'ores et déjà nous ont promis leur concours, n'est pas un journal en perte de vitesse ! C'est le moment plus que jamais que se réunissent les efforts de tous.

En cette semaine où nous nous préparons à fêter sainte Jeanne d'Arc, dites-vous que l'armée de quelques chevaliers qui part pour Orléans, aujourd'hui c'est nous, nous avec quelques seigneurs de la plume qui croient en notre action. Auriez-vous été sur le bord du chemin à regarder passer cette troupe sans lui venir en aide ? Le 8 mai au soir, vous vous seriez sentis honteux...

À nos amis

Alors si vous souhaitez qu'il y ait bientôt un 8 mai pour sauver la patrie, donnez-nous SANS TARDER les munitions indispensables. Soyez notamment de ceux qui versent cent euros pour les cent ans de la création de L'Action Française. D'avance merci.

MICHEL FROMENTOUX

LISTE N° 4

100 euros pour l'A.F. : Jean Foyard, 100 ; Henri Volin, 100 ; anonyme, 100 ; Mlle Christiane Kooper, 100 ; Marc Rigal, 100 ; Virements réguliers : M^{me} Bellegarde, 15,24 ;

G^{al} Jacques le Groignec, 15,24 ; M^{me} Marie-Magdeleine Godefroy, 22,87 ; M^{me} Bernard Gancel (3 mois), 45,73 ; Damien Sergent, 20 ; M^{me} du Plessis d'Argentré, 25 ; Didier Deltren, 52 ; "1 euro par jour", 90

"Pour que vive l'A.F.", M^{me} Yvonne Dakin, 50 ; M^{me} Jean de Beaumesnil, 75

Total de cette liste : 964,81 €
Listes précédentes : 3.721,43 €

Total : 4 686,24 €
Total en francs : 24 410,87 F

* Prière d'adresser vos dons à Mme Geneviève Castelluccio, L'Action Française 2000, 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

ROME À DROITE

Dans un scrutin de ballottage, les Romains étaient appelés à élire leur municipalité. C'est Gianni Alemanno, candidat du PDL mais soutenu par l'ensemble de la droite, qui l'a emporté avec 53,5 % des voix sur le maire sortant Francesco Rutelli, ancien ministre de la Culture. Ainsi, pour la première fois depuis 1945, la mairie de Rome ne sera plus dirigée par la gauche.

G.C.M.

GUERRE TURQUE

Alors que le nain de l'Élysée s'apprête à modifier la Constitution (encore...) afin d'éviter l'automatisme d'un référendum, prévue par l'article 88.5, en cas de nouvelle adhésion à l'UE, ce qui visait la seule Turquie, mi-dictature militaire, mi-démocratie islamiste, Ankara poursuit sa guerre aux confins du Kurdistan irakien. La Turquie semble être entrée durablement en guerre avec le Kurdistan irakien, promis à s'étendre alentour... Elle pourrait bien nous y entraîner à brève échéance.

POUTINE
FAIT SES PÂQUES

Poutine et Medvedev ont participé de conserve à la cérémonie de la Pâque orthodoxe le dimanche 27 avril. Le patriarche de Moscou, Alexis II, a apporté le soutien sans faille de l'Église russe à Poutine et à son dauphin lors de cette somptueuse cérémonie.

KOUCHNER DIPLOMATE
« HUMANITAIRE »

Bernard Kouchner, M Sac-de-riz, s'est rendu lundi 28 avril à Bogota afin de négocier avec trois États de la région, la Colombie, le Venezuela et l'Équateur (rien que ça !) un apaisement des tensions qui les opposent. Celle-ci nuisent aux négociations avec les narcoterroristes des Farc geôliers d'une candidate malheureuse aux élections présidentielles colombiennes, épouse divorcée d'un Français, dont elle a divorcé depuis une paye. Ces nations jalouses de leurs souverainetés (elles...) voient d'un fort mauvais œil cette visite peu "diplomatique", mais diablement humanitaire !

ATTENTAT À KABOUL

Les "talibans" (en réalité des opposants au gouvernement de paille d'Amid Karzaï et à la présence militaire étrangère sur leur terre qu'ils ont eu quelque mal à libérer des Soviétiques) ont tiré à l'arme automatique et à la roquette lors des hypocrites cérémonies de commémoration de leur victoire sur l'Armée Rouge. M. Sarkozy aura sans doute été bien inspiré d'envoyer sept cents de nos gars dans les montagnes afghanes... Taliban 1 - Coalition 0.

S. DE K.

La chevauchée fantastique du Cavaliere

Ce mardi 29 avril s'est ouverte à Rome la seizième législature du régime républicain ; devait s'ensuivre notamment l'élection des présidents des deux chambres, dans lesquelles les partis de droite dispo-

mois : « À l'avenir, le communisme restera seulement comme un courant culturel. » Ce qui n'était guère mobilisateur pour une base croyant encore à la praxis révolutionnaire. Togliatti doit se retourner dans sa tombe.

maintenir : avec plus de 8 % des voix, le parti d'Umberto Bossi, allié remuant de Berlusconi, double le nombre de ses suffrages et s'impose comme une composante indispensable de la majorité. Le chantre de la Padanie a bien as-

Par conviction et pragmatisme, Silvio Berlusconi ne peut, dans ce domaine, qu'abonder dans le sens d'Umberto Bossi. D'autant que la xénophobie ou plutôt la préoccupation identitaire gagne peu à peu les régions méridionales. Les élections des 13 et 14 avril ont du reste mis en lumière une droitisation quasi générale, à l'exception notable de la Toscane. Ce glissement est d'autant plus remarquable que le berlusconisme comporte une frange réactionnaire qui n'hésite pas à remettre en cause la Résistance et la vulgate antifasciste.

Prédominant du nord au sud et ancré dans toutes les classes sociales, le PDL berlusconien occupe désormais l'espace politique abandonné il y a seize ans par la vieille démocratie chrétienne. De ce large soutien, certes révocable, Berlusconi aura bien besoin pour réformer l'État et, d'abord, pour tâcher de régler deux épineux problèmes, la crise des ordures en Campanie et l'avenir d'Alitalia. On sait que, jouant la carte du nationalisme économique, Berlusconi s'est opposé au plan d'Air France-KLM pour la reprise d'Alitalia. Aussi, recevant Vladimir Poutine en Sardaigne trois jours après les élections, a-t-il convaincu son ami russe d'intégrer Aeroflot à un éventuel tour de table.

Ce trait illustre bien le pragmatisme du Cavaliere, en politique étrangère comme en politique intérieure ; il croit plus aux relations personnelles qu'aux dogmes. Cette posture risque toutefois de se heurter aux réalités économiques et financières. La Banque centrale européenne et le président luxembourgeois de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, viennent d'ailleurs de rappeler Rome à un devoir de rigueur. De quoi alimenter l'eurosepticisme foncier de Silvio Berlusconi.

GUY C. MENUISIER

Pragmatisme italien
et eurosceptique :
où ira Silvio
Berlusconi ?

sent de la majorité absolue. Au paravant, la formation du gouvernement avait donné lieu à de laborieuses tractations, preuve que Silvio Berlusconi devra composer avec ses alliés, la Ligue du Nord, principalement, et le Mouvement sicilien pour l'autonomie (MPA), s'il veut conserver cette majorité durant les cinq ans à venir.

Débâcle
communiste

Les Italiens ont en tout cas voté "utile", comme le leur avaient demandé les deux principaux partis, le Peuple de la liberté (PDL, regroupant Forza Italia et l'Alliance nationale) et le Parti démocrate (PD, centre gauche). Du coup, rares sont les autres formations politiques à être sorties indemnes des élections législatives des 13 et 14 avril.

Le cas le plus frappant est celui de la Gauche arc-en-ciel qui, sous cette appellation colorée, rassemblait les deux partis communistes et les écologistes radicaux. Ayant recueilli moins de 4 % des voix, cette gauche extrême se trouve exclue du parlement, qui ne compte donc plus d'élus communistes, une première depuis l'instauration de la République en 1946. Cette débâcle, le chef de Refondation communiste et ex-président de la Chambre des députés Fausto Bertinotti l'avait presentie en déclarant au début du



Silvio Berlusconi se veut pragmatique ; il croit plus aux relations personnelles qu'aux dogmes.

Les communistes ne sont pas les seuls à avoir fait les frais de la tendance à la bipolarisation. Le Parti socialiste, créé il y a plus d'un siècle, disparaît également du parlement. Et à l'autre bout de l'échiquier politique, La Destra, groupe dissident de l'Alliance nationale, est laminée. Autant dire que les candidats isolés, libres d'attaches partisans, n'avaient pas vraiment de chance d'être élus; le prince Emmanuel-Philibert de Savoie l'a appris à ses dépens. La dignité et la légitimité des princes sont-elles d'ailleurs conciliables avec cet étiage de la démocratie que sont les empoignades électorales ?

Sur plus d'une vingtaine de partis représentés dans le précédent parlement, il n'en subsiste que cinq. Au nombre des rescapés figurent, au centre gauche, l'Italie des valeurs de l'ancien juge Antonio Di Pietro et, au centre droit, l'UDC catholique, en net recul (tête de liste UDC dans le Latium, la princesse Alessandra Borghese, dont c'était la première expérience de ce type, n'est pas élue).

En revanche, et c'est l'une des surprises majeures du scrutin, la Ligue du Nord fait mieux que se

suré qu'il « ne prendrait pas en otage » son « ami Silvio », mais celui-ci s'est empressé de prévenir d'éventuelles frictions en donnant des gages à la Lega. À peine élu, le Cavaliere a en effet promis de lutter contre l'insécurité et d'augmenter le nombre d'expulsions de clandestins.

Droitisation

Avec la "fédéralisation" de la fiscalité (afin que le Nord n'ait plus à financer les lourdeurs bureaucratiques de l'État), l'autre cheval de bataille de la Lega est la suppression ou du moins la réduction drastique de l'immigration sauvage, en particulier des milliers de Tsiganes venus de Roumanie depuis l'extension à ce pays de la zone Schengen. Ces clandestins, auxquels est imputé un fort taux de criminalité, squattent des logements insalubres à la périphérie des grandes villes, dans des quartiers où vivent depuis longtemps des Italiens originaires du Mezzogiorno. C'est parmi ces anciens « immigrés » du Sud de la Péninsule que la Lega a recruté ses nouveaux électeurs.

Paraguay : nouveau revers pour Washington

Le 20 avril, le Paraguay, petit pays de 407 000 km² et plus de six millions d'habitants, a élu son nouveau président, l'ancien évêque Fernando Lugo, et a

s'était fait connaître par ses positions radicales en faveur des déshérités, sa campagne en faveur de la réforme agraire – 80 % de terres appartiennent à 2 % de la population – et son discours anti-américain.

L'Amérique latine
vire au rouge.
Cuba n'est plus seul.

ainsi mis fin à plus de soixante ans de règne, devenu quasi institutionnel, du parti Colorado, dont trente ans de dictature du général Strossner. L'événement n'aurait pas eu un grand retentissement s'il ne s'inscrivait dans un processus de bouleversement profond en Amérique latine.

La personnalité du nouveau président mérite l'attention. Évêque jusqu'à il y a moins d'un an d'une province pauvre du Paraguay, il

tains pays du continent sud-américain. Elle est surtout un sérieux revers et un avertissement pour la diplomatie américaine.

Ami de Chavez

Fernando Lugo est un ami de Chavez et de Moralès, proche des idées castristes et sandinistes. Après le Venezuela, la Bolivie, et le retour au pouvoir des sandinistes élus "démocratiquement" dans leur pays après en avoir été chassés par la guérilla, voilà un nouveau pays d'Amérique latine passé dans le camp des adversaires de Washington. Le continent vire au rouge. Cuba n'est plus seul. Si l'Argentine, le Chili, le Brésil et l'Uruguay sont de gauche modérée et mondialiste, la position radicale de ces "petits" pays risque de faire des émules et

d'avoir des conséquences sérieuses dans d'autres pays.

La tâche de Lugo ne sera pas facile. Il a été élu à la tête d'une coalition hétéroclite. Cela pourrait l'entraîner dans une politique aventureuse, une coopération active avec Chavez, les sandinistes et Cuba.

Depuis quelques années, tous les efforts de Washington sont orientés vers les problèmes du Proche et du Moyen-Orient. Avec les résultats que l'on connaît. C'est désormais dans son "arrière-cour" que la première puissance mondiale est inquiétée sinon menacée. On peut prévoir, sans grand risque d'erreur, que le futur président américain, qu'il soit démocrate ou républicain, considérera l'Amérique latine comme une nouvelle priorité diplomatique. Il en sera temps.

PASCAL NARI

États-Unis : le pernicios suspense Clinton-Obama

Quatre mois après le début des primaires, le camp démocrate parviendra-t-il enfin à se choisir un candidat à l'élection présidentielle du 4 novembre

McCain souhaite sans trop le dire une victoire de l'ex-First Lady.

prochain ? Cessera-t-il bientôt cet interminable duel entre l'ex-First Lady Hillary Clinton et le sénateur Barack Obama – duel qui brouille les cartes, disperse l'attention et entretient un pernicios suspense ?

À ces deux questions, la plupart des observateurs répondent par une date et un champ de bataille. La date : mardi 6 mai. Le champ de bataille : la Caroline du Nord. Dans moins d'une semaine aura lieu dans cet État du Sud profond la quarante-sixième primaire de cette course folle. La plus importante, la plus décisive. C'est elle qui devrait départager les deux rivaux. C'est elle qui pourrait donner le nom de l'adversaire du républicain John McCain. Tout repose sur un seul vote. Du jamais vu. Les habitudes sont bouleversées mais l'inquiétude s'estompe.

Le camp démocrate était inquiet parce que cette lutte intestine empêchait son état-major, ses financiers et ses militants de se mobiliser pour un unique coureur de fond jusqu'à l'automne – de tout miser sur le champion officiel jusqu'au combat final. On redoutait finalement que cette guerre de concurrents ne génère une guerre d'électeurs.

Alors, le bout du tunnel ? En Caroline du Nord ? Probable. Les républicains aussi sont désireux

d'en finir, de savoir. Entre l'exotisme gauchiste et le féminisme radical, ils auraient voulu que leur cible soit définie bien plus tôt pour avoir le temps de mieux ajuster leurs tirs. Tant pis.

Une course pas comme les autres

Décidément, cette course n'est pas comme les autres. L'été sera chaud – très chaud. Et long. Car il a de fortes chances de commencer en mai, pour les démocrates et pour les autres. Mais

Or, la Caroline du Nord rapportera 115 délégués à son vainqueur. Dans la série des primaires, c'est le dernier État à en posséder autant. D'où son importance dès qu'une course particulièrement serrée aborde l'ultime ligne droite. Importance soudaine qui surprend tout le monde. Il faut remonter à 1976 pour voir la Caroline du Nord concentrer sur elle, comme aujourd'hui, la totalité des feux de l'actualité.

Cette année-là, Ronald Reagan battit le président Gerald Ford. Et fonça vers la Maison Blanche,

les placent dans un mouchoir de poche. À quelques points près, ils bénéficient tous deux du même volume d'intentions de vote. Les chiffres sont si proches que les analystes refusent tout pronostic.

D'autant que ce champ de bataille est plus "ouvert" que beaucoup d'autres dans l'ex-Confédération. Parmi les inscrits au parti démocrate en Caroline du Nord, les Noirs ne sont que 38 %, alors qu'on en compte 55 % en Caroline du Sud – un État brillamment remporté par Obama lors des primaires

En attendant le verdict des urnes démocrates, chacun des deux concurrents a implanté en Caroline du Nord une vaste infrastructure – pas moins d'une quinzaine d'antennes dans autant de villes – et mobilisé près de 5 000 militants, dont l'ingrate mais fructueuse besogne consiste à bourrer les boîtes à lettres de prospectus racoleurs.

Racolage

En plus de ce dispositif, les deux camps ont dépêché sur place leur meilleur stratège politique. Celui de la pugnace Hillary ne cache pas qu'elle a un besoin absolu de vaincre. Pour deux raisons. D'abord, battre Obama dans le Sud ternirait son image de favori, ex-humerait tous les nauséux dossiers le concernant et finalement briserait la dynamique de sa campagne jusqu'à la convention de Denver ; remporter une primaire très disputée permettrait à M^{me} Clinton de montrer aux 800 super-délégués (des seigneurs du parti ayant le dernier mot sur la nomination du candidat), qu'elle est capable de se mesurer à McCain dans les États cruciaux. Un McCain qui souhaite sans trop le dire une victoire de l'ex-First Lady.

L'importance du vote-rejet qui accable celle-ci depuis le début et la fulgurance maladroite de ses impulsions donneraient au républicain de meilleurs chances que si Obama montait sur le podium de Denver.

DE NOTRE CORRESPONDANT AUX ÉTATS-UNIS, PHILIPPE MAINE



Chacun des deux concurrents (ici Barack Obama) a implanté en Caroline du Nord une vaste infrastructure et mobilisé près de 5 000 militants.

pourquoi en Caroline du Nord ? Pour une raison essentielle relevant de l'arithmétique. Il faut 2 024 délégués pour qu'un concurrent démocrate soit couronné champion du parti à l'issue de sa convention nationale. Celle-ci se tiendra en août à Denver, au Colorado. Pour l'instant, Obama a rassemblé 1 634 délégués et Clinton 1 500. Ils sont au coude à

où il entra quatre ans plus tard. Il y a trente-deux ans, ce fut une bataille entre républicains. Maintenant, c'est une bataille entre démocrates. Qu'importe ! Les enjeux sont les mêmes. En 1976, Reagan se cisela en Caroline du Nord une stature nationale. Le 6 mai prochain, Clinton et Obama devront s'y façonner un profil de vainqueur. Pour l'instant, les sondages

du 26 janvier. Il est certain que le même Obama raflera 90 % du vote noir en Caroline du Nord. Mais il est tout aussi certain que M^{me} Clinton engrangera la majorité du vote blanc. Tout le problème, pour elle, est de savoir dans quelle proportion. Pour gagner, il lui faudrait trois Blancs sur quatre. Certains pensent que c'est inatteignable. D'autres estiment que c'est faisable.

La Chine nous inquiète

EN CHINE ? C'EST L'ÉMEUTE... PAYSANNE !

Les campagnes chinoises ont été ces dernières années le théâtre de nombreuses manifestations et d'émeutes paysannes contre la corruption des fonctionnaires, la stagnation des revenus et les spoliations de terres qui conduit à un exode rural exponentiel, ainsi que contre l'exploitation des paysans en tant que simples ouvriers agricoles. Les cultures les plus productives, les plus mécanisées et les plus rentables à l'exportation sont favorisées au détriment des cultures variées à fin de consommation vivrière. La hausse de la productivité explique largement la mise au chômage de dizaines de millions de jeunes paysans et leur migration vers les villes industrielles pour y trouver un emploi.

...ET OUVRIÈRE !

La classe ouvrière est surexploitée et frappée d'un très fort taux de chômage : l'"atelier du monde" connaît désormais un chômage de masse estimé entre 10 et 15 % de la population active. Les inégalités sociales vont croissant. Les conditions de travail sont totalement inhumaines : interdiction du droit syndical et

de grève, salaire minimum à 60 euros, 10 jours maximum de congés par an, travail de 10 à 14 heures par jour, 7 jours sur 7, absence de retraites et d'assurance-maladie...

Le nombre de grèves ouvrières, de manifestations de chômeurs et retraités ou de révoltes de paysans ne cesse de croître : en 2007, on comptait 74 000 manifestations qui ont impliqué plus de 3,7 millions de personnes, alors qu'elles ne concernaient "que" quelques milliers il y a dix ans. Ces luttes vont du simple rassemblement pour le paiement du retard de salaire jusqu'à la grève contre les patrons et l'affrontement avec la police de la bureaucratie de Pékin.

UN CHAOS SOCIAL ET UNE CATASTROPHE ÉCONOMIQUE

120 millions d'"immigrés de l'intérieur" ont fui la misère des campagnes. Les "réformes" de Deng de décentralisation et d'autonomie des régions ont laissé le champ libre aux bureaucrates locaux et la corruption ne cesse de se développer. Des millions de paysans s'opposent à la confiscation, la vente ou la pollution de leurs terres en faveur de projets industriels. La ruée vers la production au plus

bas prix est la première cause de la dégradation du niveau de vie des travailleurs chinois et de leur sécurité. Toutes les provinces sont concernées. La spéculation inimaginable qui détruit l'environnement urbain provoque également des centaines d'émeutes urbaines quotidiennes dans tout le pays : ce qui se passe au Tibet est indissociable de ce mouvement qui touche toute la Chine.

VERS UNE CRISE GÉNÉRALE ?

Les autorités ne contrôlent plus l'inflation sur les prix des matières de base, la Chine subit la hausse exponentielle de leur tarif, et fait face aux délocalisations massives et aux faillites. La bureaucratie néo-stalinienne essaye de détourner l'attention des masses sur un problème "extérieur" en tentant de susciter un sentiment nationaliste. Les JO s'inscrivaient déjà dans cette stratégie. La diaspora, souvent liée à l'appareil du PCC, se fait le relais du régime. L'oligarchie pékinoise intimide les mouvements centrifuges et les dissidences par une répression exemplaire impitoyable des émeutes dans la province du Tibet.

SÉBASTIEN DE KERERRO

ISRAËL : PÉNURIZ

Les Israéliens stockent du riz en masse par crainte d'une pénurie et de la flambée des denrées alimentaires... et tuent à Gaza Miassar Abou Maateq, et ses quatre enfants : Mousab (1 an), Hana (3 ans), Roudeina (4 ans) et Saleh (5 ans).

BAGDAD FLAMBE

Tandis que dans le bastion chiite de Sadr City, à Bagdad, les combats s'intensifiaient entre les troupes américaines et les miliciens chiites, le chef Moqtada Sadr arrêtait les négociations avec le gouvernement irakien. Les morts ont nombreux de part et d'autre, dont beaucoup de civils.

S. DE K.

NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ? Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !

Bulletin d'abonnement en page 14

CÉSAIRE : MORT D'UN MYTHOMANE

Aimé Césaire, poète antillais et homme politique séparatiste, ancien communiste, est depuis sa mort ce 17 avril l'objet de toutes les louanges officielles. Voici quelques bémoles émanant de ses propres compatriotes.

Le poète

Né en 1913 dans une famille nombreuse, père instituteur, mère couturière, fratrie de sept enfants, Aimé Césaire, boursier, put partir étudier à Paris, ce qui montre que, dans l'entre-deux-guerres déjà, les Français d'outre-mer ayant prouvé leurs capacités disposaient des mêmes possibilités que leurs condisciples de métropole.

Son style littéraire était indéniablement envoûtant et la musique des mots inoubliable.

Aimé Césaire aura des obseques nationales. Peu de poètes ont eu cet honneur : Victor Hugo, Paul Valéry. Elles furent refusées à Lamartine. Sait-on si le chantre de la négritude aurait apprécié cette pompe par trop solennelle ? Et, au fond, le mérite-t-il ?

RENAUD DOURGES
NOTRE CORRESPONDANT
À LA MARTINIQUE

L'homme politique

De son côté notre ami Édouard Boulogne, ancien directeur de Guadeloupe 2000, traite sur son blog Césaire d'« étrange bonhomme » et se demande comment « cet écrivain qui [devait] toute sa notoriété à la culture et à la langue française refus[a] (tardivement) l'appartenance à la nation française »...

Quant à la notion césairienne de « nègre fondamental », Édouard Boulogne dit avoir du mal à la concevoir : « Ne s'agirait-il pas d'un mythe à peu près aussi consistant que celui de la fameuse "aryanité" qui, l'autre siècle, a fait tant de mal ? » Et d'ajouter que Césaire lui-même était conscient du « hiatus entre sa sensibilité étrange et celle de ses compatriotes » quand il distinguait le moi profond et le moi superficiel et quand il disait : « Je crois que je suis profondément antillais et peut-être ça gêne beaucoup de mes compatriotes qui sont plus ou moins - à des degrés divers - dans l'aliénation. » Et Boulogne de demander si « pour être antillais, et libre, [il fallait] s'aliéner à la pensée et à la volonté de Césaire »...

Conclusion : Césaire fut peut-être un vrai poète, mais « en politique il fut moins philosophe que mythomane ». ■

Enfance ou société délinquante ?

Le 15 avril 2008, Rachida Dati, garde des Sceaux, a installé, en grandes pompes (Dior ou Chanel ?) la commission chargée de formuler des propositions pour

Le remède est dans une vraie politique familiale qui allie natalité et éducation parentale.

réformer l'ordonnance du 2 février 1945 sur l'enfance délinquante, sous la présidence du professeur de droit André Varinard. Une énième commission Théodule pour mieux enterrer une réforme qui ne verra jamais le jour ? Seul l'avenir le dira, l'omniprésidence Sarkozy étant tout sauf prévisible.

Anarchie partout

Le ministre a commencé par exposer les raisons d'une telle réforme. Selon elle, l'ordonnance de 1945 aurait perdu de sa « pertinence » autant que de son « efficacité », étant entendu que « la société de 1945 n'a rien à voir avec la société de 2008 » et que « la cellule familiale n'est plus le repère sécurisant ou contrai-

gnant d'autrefois. De plus en plus de familles sont recomposées ou monoparentales. L'autorité des parents s'est diluée. Le mineur cherche ses références ailleurs qu'à l'école, que ce soit à la télévision ou sur Internet » (sic). Réac le ministre en jupon ? En tout cas, on n'aurait pas mieux dit et nous ne faisons que le répéter inlassablement depuis des années. Crise de la famille, cellule essentielle de base de la société, parents paumés, voire "soixante-huitarés", une société déstructurée (merci Derrida !) où l'anarchie est partout et l'ordre nul part, résultat désastreux de l'esprit de Mai 68 mais aussi de l'après-Libération avec l'adoption de droits sociaux auxquels le Conseil constitutionnel, notamment, fait dire à peu près tout et n'importe quoi, selon les besoins de la cause.

À écouter le ministre de la Justice, le constat, il est vrai, est inquiétant : « Les mineurs sont impliqués dans 18 % des crimes et délits constatés. Ils sont impliqués dans plus de 23 % des viols. 34 % des personnes impliquées dans des atteintes aux biens sont des mineurs. Près d'une condamnation sur dix inscrites au casier judiciaire concerne un mineur. Les vio-

lences volontaires impliquant des mineurs ont augmenté de 150 % en dix ans. Le nombre des mineurs condamnés pour des infractions à caractère sexuel a doublé en dix ans » (resic).



Le gouvernement traite les conséquences au lieu de s'attaquer aux causes...

Qu'il faille revoir une bonne fois pour toute cette ordonnance, d'ailleurs maintes fois retouchée et révisée, ne fait pas de doute. Il est dans la nature des textes

juridiques d'être "nettoyés" de temps en temps et l'ordonnance de 1945 ne ressemble plus désormais qu'à un amas de dispositions sans cohérence véritable. Qu'il faille tenir compte d'une réalité qui donne à voir une délinquance qui n'a plus rien de juvénile, tant la différence avec le comportement criminel des adultes s'est foncièrement estompée n'est nullement contestable.

L'échec de la République

Ce qui est fondamentalement critiquable, en revanche, est que le gouvernement, en cette affaire, comme dans d'autres, met la charrie avant les bœufs et traite les conséquences au lieu de s'attaquer aux causes. Ces dernières tiennent, notamment, dans le rétablissement de l'autorité (et donc de la souveraineté) de l'État, dans la renaissance d'une vraie politique familiale qui allie natalité et éducation (parentale et non nationale). De ce point de vue, la République a failli et ses serviteurs, incapables de penser à long terme, quand ils ne sont aveuglés par l'idéologie (de gôche), sont les seuls et véritables délinquants.

ARISTIDE LEUCATE
aleucate@yahoo.fr

Syndicats et patrons contre les Français

Est-il temps de dire merci à Nicolas Sarkozy, malgré lui ? Lui dire, en effet, merci, pour montrer à quel point la démocratie est un régime illusoire,

Depuis plusieurs jours, syndicats et représentants patronaux souhaitent régulariser des clandestins travaillant dans l'hôtellerie ou dans le bâtiment. Une main-d'œuvre facilement corvéable.

que la course à l'élection n'est qu'une affaire de mensonges dont l'objectif n'est souvent que d'énoncer un discours aux électeurs pour leur faire croire que l'on va réaliser leur souhait, et ainsi élu, faire exactement l'inverse de ce qui a été promis...

Dernière preuve en date, la parodie de lutte contre le travail clandestin et la fraude à la législation sociale qui fait que plusieurs centaines - du moins pour l'instant, en attendant plus - de clandestins travaillant pour l'hôtellerie-restauration vont être régularisés à la suite d'un mouvement de grève soutenu par le CGT. Oh certes, ce

sera au cas par cas... Comme l'indique hypocritement Brice Hortefeux. Bien loin des rodomontades de la campagne présidentielle où l'on avait vu un Nicolas Sarkozy se revêtir d'un manteau national, notamment contre l'immigration clandestine.

Mais le plus important est, qu'avec le soutien militant des syndicats supplétifs, le patronat "négrier" de la restauration, de l'hôtellerie et du bâtiment a lui-même organisé une campagne pour obtenir la régularisation de ces travailleurs clandestins.

Comme l'indique, en effet, Ivan Roufiol¹ : « À cette occasion se dévoile le consensus qui existe entre l'extrême gauche et le monde patronal sur la question de l'immigration. Nombreux

sont en effet les employeurs qui soutiennent, pour des raisons économiques, ces demandes de régularisations, tout en admettant avoir été abusés par de fausses cartes d'identité qu'une loi de 2007 leur fait obligation de vérifier. Sur RTL, le président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie, André Daguin, a estimé à 50 000 les régularisations nécessaires dans les cafés-restaurants et 100 000 au total en France. Comment un État peut-il tolérer de voir ses

règles ouvertement violées ? Comment un parlement peut-il accepter de voir ses textes remis en question ? Comment l'opinion peut-elle comprendre que des emplois, généralement peu qualifiés, soient donnés à des clandestins alors qu'il existe près de trois millions de chômeurs et que les jeunes s'angoissent pour leur avenir ? »

Il est important d'affirmer que les patrons-voyous qui embauchent illégalement des clandestins doivent être sévèrement sanctionnés :

ils embauchent, non pas parce qu'ils ne trouvent pas de travailleurs français, mais parce qu'ils veulent une main-d'œuvre taillable et corvéable et peser sur les salaires.

Ensuite, ce sont ces mêmes patrons - soutiens de Laurence Parisot contre l'UIMM, soit dit en passant - qui reconnaissent prendre des clandestins car personne ne veut accepter les salaires qu'ils proposent. Et ces dirigeants d'entreprises ne se sont jamais souciés de revaloriser "l'image" de leurs métiers. Ce qui aurait permis d'avoir une main-d'œuvre disponible, sans aller la chercher à l'étranger. Alors, à quoi servent donc nos prestigieuses écoles hôtelières ? À moins que là encore la formation professionnelle ne soit

qu'un vaste scandale, notamment financier. De plus, l'actuelle législation sociale égalitariste et bureaucratique ne peut que favoriser les clandestins qui rattrapent leur faible salaire par des allocations de toutes sortes.

Une mesure criminelle

De même, au nom de présupposés idéologiques mondialistes, personne ne cherche à nier les fraudes et le commerce des faux-papiers, mais une intersyndicale des contrôleurs et inspecteurs du travail (CGT-SNU-Sud-CFDT-Unsa) vient de demander, le 22 avril dernier, l'ouverture immédiate d'une négociation pour la légalisation du statut des clandestins. Ainsi, ceux chargés de faire appliquer la législation veulent officialiser un délit...

Mais peut-on décerner les considérer comme seuls responsables de cette situation ? Que dire d'un gouvernement qui veut mettre en place l'immigration choisie ? Dans les colonnes de L'AF 2000, nous avons déjà dénoncé le crime que constituait une telle mesure. Décidément, nous ne pouvons pas avoir confiance en ce régime.

ARNAUD NAUDIN

¹ <http://blog.lefigaro.fr/rioufol/2008/04/visiblement-la-politique-du-go.html>

La vraie politique familiale est contre-révolutionnaire

Ce vendredi 25 avril, Nicolas Sarkozy semble avoir sifflé la fin de la récré pour son gouvernement de jeunes amateurs. Les ministres ont en effet, entre autres étourderies, joué ces derniers jours effrontément avec

à aller travailler hors de chez elles au lieu d'élever elles-mêmes leurs enfants. On dissuade ainsi toujours plus les couples d'avoir plus d'un ou deux enfants, étant bien entendu que dans la mentalité actuelle, de nombreux enfants sont

française. Pas étonnant qu'après tant d'années d'égoïsme hédoniste et malthusien, on en arrive à ne plus pouvoir payer les retraites des "seniors" (comme on dit). Le poids des vieux, le choc des désillusions...

service en empêchant que leurs enfants se retrouvent après l'école seuls dans la rue ou devant la télé, et s'initient dès l'âge tendre à toutes les délinquances, comme le montre Aristide Leucate ci-contre. Michel Godet compare ce que coûtent à l'État les enfants élevés par leur famille avec les 15 000 euros par an et par enfant placé dans une famille d'accueil ou les 180 000 euros par an et par enfant placé dans un centre éducatif. Il est effarant de laisser s'éterniser un tel scandale.

ser. Il est triste de devoir rappeler sans cesse de telles évidences...

Alors, qu'est-ce qui empêche nos gouvernants d'oser une vraie politique de la famille, de laisser les femmes avoir autant d'enfants qu'elles le souhaitent, de laisser les jeunes Français puiser dans le foyer leurs repères, au lieu d'errer comme des âmes en peine, rescapés de la loi Veil, écrasés sous le poids des soixante-huitards qui ont appris à leurs parents à n'être souvent que des consommateurs, des jouisseurs et... des contribuables ?

Le mal, osons le dire, est dans la philosophie même du régime républicain. Il est urgent de la remettre en cause et de montrer l'ignominie des principes de 1789 qui envisagent l'Homme comme un absolu arraché à tout enracinement, broyé sous le joug de la "volonté générale" qui prétend créer les légitimités, séparé de ce qu'il y a de plus loin et de plus haut que lui-même. C'est au nom de cette idéologie que tous les pères de famille ont eu la tête coupée en même temps que Louis XVI, comme l'a écrit Balzac. Tant que sévirent les Droits de l'Homme, la société reposera sur l'individu comme, disait Maurras, « **une pyramide sur sa pointe** » – ce que risque de devenir notre pyramide des âges...

Renversez ce régime de mort et vous verrez les pères de famille heureux de redevenir, à l'image du Roi incarnant la continuité française, ce qu'ils doivent être selon Péguy, les grands « **aventuriers des temps modernes** ».

MICHEL FROMENTOUX

La politique familiale est aujourd'hui réduite à une politique d'assistance. C'est méconnaître ce qu'est la famille.

les nerfs des pères et mères de famille. L'autre semaine était annoncée la suppression de la carte de réduction SNCF pour famille nombreuse : l'Élysée démentait deux jours après. Le 16 avril le porte-parole du gouvernement disait que rien n'était prévu au sujet du rythme du versement des allocations familiales : une demi-heure plus tard le décret était publié. Maintenant donc, les familles savent à quelle sauce elles seront mangées.

L'État voleur

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Voilà déjà des années que les gouvernements volent aux familles françaises de quoi renflouer les caisses de l'État. Cette fois, il s'agit d'amputer sans vergogne le pouvoir d'achat des ménages avec deux enfants et plus. Dès aujourd'hui 1^{er} mai la majoration des allocations familiales de 33,84 euros par mois versée jusqu'à présent pour le 11^e anniversaire du deuxième enfant est remplacée par la majoration de 60,16 euros qui, de seize ans descend à quatorze. Le manque à gagner par an entre onze et quatorze ans (406,08 euros) est loin d'être compensé par le gain nouveau de quatorze à seize ans (315,84 euros par an).

L'amputation de ces sommes qui déjà n'étaient qu'une aumône et dont le premier enfant reste privé aura tout simplement pour effet de pousser plus de mères de famille

considérés comme signe extérieur de richesse et que la femme qui les élève est considérée comme une gourde qui, dans l'alcôve, n'a pas su "se prémunir" et qui est incapable de "s'épanouir" en allant "au boulot"... Une fois de plus, comme avec la mise sous conditions de ressources des allocations familiales, la politique familiale se révèle un beau mensonge. Il ne s'agit plus d'aligner le niveau de vie de ceux qui dépensent pour le renouvellement des générations avec ceux qui ne dépensent rien, mais d'égaliser les conditions de vie de tous les Français, tandis que ce monstre tentaculaire qu'est l'État toujours assoiffé d'argent pour s'occuper de mille choses qui ne le regardent pas est trop content de pouvoir, comme le Cronos de la mythologie, dévorer ses propres enfants.

Car ce n'est évidemment pas en agissant ainsi que l'on redonnera du souffle à la démographie

L'économiste Michel Godet, dans *Le Figaro* du 14 avril tirait la sonnette d'alarme, montrant que les familles sont de moins en moins nombreuses et que celles qui s'obstinent à l'être souffrent d'un niveau de vie de 30 à 40 % inférieur à celui des couples sans enfant à charge. Et de montrer les injustices flagrantes que la situation entraîne : une femme d'ouvrier qui a cessé de travailler pour s'occuper de ses quatre enfants verra sa retraite largement amputée. Pour remède, Michel Godet préconise que l'on compte pour la retraite les années des femmes (ou hommes) restées au foyer à partir de leur troisième enfant, car c'est bel et bien un métier que de s'occuper de ses propres enfants autant, sinon plus, que des enfants des autres dans des crèches qui coûtent à la collectivité 1 200 euros par mois et par enfant.

En outre, ces mères au foyer rendent à la société un immense

Misères sans entraves

Déjà, Aristote nous avertissait : la justice ne suffit pas en politique. Si celle-ci commande de rendre à chacun ce qui lui est dû, la concorde civile appelle à aimer sa famille, ses amis, et à se comporter de manière loyale avec ses concitoyens. L'amour, l'amitié, ne sont pas seulement des vertus privées, comme le croient les libéraux, mais la condition essentielle pour que toute communauté politique vive paisiblement.

Le rappel de cette vérité fondamentale n'est pas superflu, surtout à une époque où célébrer la décomposition des mœurs est devenu un exercice de style.

Le grand mérite du dernier essai de Jacques de Guillebon et Falk Von Gaver, *Le Nouvel Ordre amoureux*, est de revenir à cette leçon simple, tout en l'illustrant intelligemment. L'impératif moral de mai 68, qui commandait de « **jouir sans entraves** » n'a pas abouti à l'émancipation tant désirée, mais plutôt à l'extension de la misère dans tous les domaines de la vie humaine : misère sociale, misère sexuelle, misère morale.

La facilitation du divorce, de l'avortement, l'effondrement de la famille et la propagation de la culture de mort concourent à une reconsidération sans fard de la génération qui nous a précédés.

Dans un style drôle, léger, les deux jeunes auteurs qui firent les beaux jours de la revue *Immédiatement* s'attaquent à la glorification idolâtre du sexe, de l'hédonisme triste qui sert de supplément d'âme à une société de consommation qui, loin de servir la liberté, ne prospère que sur l'asservissement généralisé. Ils signent là ce qui pourrait être un nouveau manifeste à l'usage des jeunes générations, mais cette fois-ci, l'esprit libérateur en plus.

PIERRE CARVIN

* Jacques de Guillebon, Falk Van Gaver : *Le Nouvel Ordre amoureux*, L'œuvre, 198 pages, 17 euros..

Sur la question dynastique

En excellent avocat qu'il a toujours été, rassemblant, avec éloquence et ferveur, les arguments les plus classiques de sa cause, M^e Alain Lemarchand plaide son dossier dynastique, comme s'il avait un procès à gagner devant un prétoire et des juges qui sont ici l'opinion publique. Renoncements confirmés par le traité d'Utrecht, nationalité etc., il exclut sans surprise les Bourbons d'Espagne, toujours du sang de France, mais ne répondant plus à la totalité des critères exigés par les prétendants, de la succession au trône de France. Aussi peut-il, d'emblée, se proclamer fièrement "légitimiste", en l'occurrence affirmer les droits du comte de Paris.

Ce débat ne cesse d'être d'actualité, d'où l'intérêt de ce livre dont la préface rédigée par Pierre Pujo constitue un peu son testament.

NOTES D'YVES LENORMAND

* Alain Lemarchand : La Maison de France et la dissidence espagnole. En vente à nos bureaux.



« J'ai fait Mai 68, moi, Mōssieu ! »

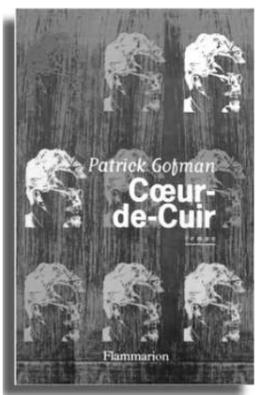
■ L'Action française n'a pas attendu le 40^e anniversaire de Mai 68 pour analyser ces événements et apporter une lecture et une mise en perspective royaliste. Dès le mois de mai et juin 1968, dans les colonnes d'Aspects de la France et d'AF Université, les militants d'Action française se distinguaient tant des tenants du système qui n'avaient eu peur que des rouges, sans s'interroger sur les malversations du régime gaulliste (lire page 9), que des gauchistes égarés par leur lecture marxiste-léniniste (dans toute la diversité de cette idéologie : staliniens, trotskistes multiples, maoïstes, etc.) ou anarchiste.

Voyant également les causes dans la société de consommation, nous constatons aujourd'hui avec Patrick Gofman que « la révolution sexuelle se poursuit depuis quarante ans. Pour cette excellente raison qu'elle a rencontré les intérêts du libéralisme avancé, qui entend régner sur une société divisée en individus lancés à la poursuite du bonheur personnel. » Ne jamais oublier que les néo-conservateurs tant américains que français sont souvent des gauchistes déçus, mais plutôt lucides sur le système le plus efficace pour arriver à leurs fins.

Si une nostalgie soixante-huitarde gagne les libraires, les journaux ou l'audiovisuel, le vrai débat n'a pas lieu. Selon l'analyse de Pierre Carvin, la démocratie ne cesse de s'user entre acceptation de l'individualisme radical et restauration de l'autorité républicaine. « Les trajectoires individuelles de ses admirateurs comme de ses contempteurs, nous dit-il, illustrent à merveille cette double illusion, entre un Cohn-Bendit devenu libéral pro-européen et un Ferry ministre au sein d'un gouvernement d'inspiration gaulliste. » Il est temps de trouver un troisième terme.

ARNAUD NAUDIN

■ 9 apparitions miraculeuses de Trotski (fine allusion aux "7 apparitions miraculeuses de Lénine" qui ont valu à Dali son exclusion de la secte surréaliste) en couverture de Cœur-de-Cuir, roman de Mai 68,



Flammarion éd. Derniers ex. d'auteur : 15 euros (port gratuit) à l'ordre de Patrick Gofman, aux bons soins de L'Action Française. Dédicace sur demande.

« **B**ravo, avril à peine et nous sommes totalement dégoûtés, vaccinés de Mai 68 et de ses commémorations. » Parole d'experts, in *Libération* (8 avril 2008), quotidien nécrophage né dans le cimetière de Mai 68 et qui y (sur)vit encore, rongé par quelques ossements verdâtres que lui jette Édouard de Rothschild.

Plutôt qu'une commémoration niase et commerciale, comme celle de Télérama, du Pèlerin et des téléés, les lecteurs éclairés de L'AF méritent un bref examen critique de Mai 68.

La veille, 7 avril, M. de Lesquen daignait offrir aux auditeurs de la spectrale *Radio Courtoisie* la vision des "événements" de M. Grioteray, maire déchu de... Charenton, 85 ans. Résumé : Moscou a appuyé sur un bouton ! Et Cohn-Bendit, soumis au stalinisme comme tous les anarchistes, a ordonné aux ouvriers, adorateurs notoires du drapeau noir, de se mettre en grève ?

« Aujourd'hui, émission spéciale, puisque c'est le 200^e anniversaire des événements de mai 68, après lesquels plus rien n'a été pareil en France. Comme vous pouvez le voir, nous avons installé notre plateau au sein même du grand musée de Mai 68, dans l'hôtel des Invalides. » Ainsi commence, et se poursuit, dans l'ironie cinglante, le devoir de mémoire de Patrick Besson, sur tout une page du *Point* ("dégoûté", "vacciné" dès le 27 mars). Je savoure cette ironie mieux que quiconque, puisque c'est Besson qui m'a conseillé, à l'approche du trentième anniversaire de la Grande Révolution culturelle et prolétarienne (1998), de romancer les souvenirs de permanent trotskiste bienveillant que je lui distillais d'un bistrot l'autre, à son grand esbaudissement.

Ce fut *Cœur-de-Cuir*, et j'eus l'éblouissement de voir mon œuvre en piles dans toutes les Fnac, commentée favorablement jusque dans *Le Monde*, qui me traitait à peu près d'assassin (rouge-brun) à la une quelques années plus tôt. Résultat ? Avec 800 exemplaires¹ vendus, j'arrivai deuxième (derrière l'historien Le Goff) d'une compétition commerciale alignant plus de 80 tocards ! *Livres hebdo* titra peu après : « Mai 68 fait un bide en librairie. » Dix ans plus tard, les médias de masse et l'édition commémorent à l'identique², et le flop qui va succéder au bide les frappera de stupeur...

Alors, plutôt qu'une commémoration niase et commerciale, comme celle de *Télérama*, du *Pèlerin* et des téléés, je propose aux

lecteurs éclairés de L'AF un bref examen critique de Mai 68 – dont il importe peu que je l'aie vécu en trotskiste sectaire et fanatique à dix-neuf ans, mais dont il importe un peu que je l'aie longuement étudié, médité.

Du social...

En janvier 1968, ce n'est pas l'austérité des mœurs qui préoccupe la majorité des Français. Ouvriers et paysans gaulois, toujours



égrillards en paroles mais conservateurs et discrets en pratique, souriraient, s'ils en avaient connaissance, de mots d'ordre anarchistes comme « **Jouissez sans entraves !** » Ce qui les préoccupe, c'est le nombre de 500 000 chômeurs qui vient d'être atteint ; avec un bond de 64 % en un an pour les 18-24 ans.

L'État gaulliste s'efforce de concentrer un appareil de production vétuste pour l'adapter à la concurrence internationale. Regroupements, fusions, restructurations à la hache. Depuis le 20 mai 1967, le Parlement s'est démis et De Gaulle opère par décrets et ordonnances sur la mobilité de l'emploi, la Sécurité sociale, etc.

Au Mans, le 26 octobre 1967, 15 000 métallos et paysans culbutent un lourd dispositif policier. Mais pour Viansson-Ponté du *Monde*, « la France s'ennuie ». Et pour De Gaulle, le 1^{er} janvier 1968 : « **Dans l'ordre politique, nos institutions seront appliquées. On ne voit donc pas comment nous pourrions être paralysés par des crises telles que celles dont nous avons jadis tant souffert.** » À Caen, le 26 janvier 1968, l'émeute ouvrière et rurale,

suivie par quelques centaines d'étudiants, est d'une telle violence que prisons et hôpitaux débordent, que la capitale bas-normande est mise en état de siège. Ce sont les prodromes du "Mai social" de la classe ouvrière.

Le même mois de janvier 68 voit un autre paroxysme à l'université nouvelle de Nanterre. Cohn-Bendit et ses supporters (une centaine d'anarchistes, JCR de Krivine et inorganisés) "luttaient" depuis la rentrée pour le libre ac-

la syphilis qui l'emportera, ni le puritanisme (de chat échaudé) qu'il opposait aux théoriciens de l'amour libre... Ils ont oublié la réaction morale imposée par Staline après quelques années de chaos sexuel à l'Est.

L'enseignement sorbonicole a déterminé des millions de morts au Cambodge. Pour la France de 1968, la grève est générale, mais la révolution sociale se borne à une pantomime. « **Nous avons mimé la révolution** », avouera Serge July vingt ans plus tard³. Tandis que Cohn-Bendit avait annoncé la couleur dans un entretien au *Nouvel Observateur*, publié le jour même de sa pitoyable fuite en Allemagne (22 mai 1968) : « **Je ne crois pas que la révolution soit possible...** »

La révolution sociale reflue (sous la houlette des staliniens : j'ai encore sur le ventre la marque des godillots ouvriers pressés de rentrer à l'usine de camions Savim, à Caen – Moscou avait donc appuyé sur un autre bouton ?), mais nourrie peut-être par cette défaite, la révolution sexuelle – combien plus fascinante – se poursuit depuis quarante ans. Pour cette excellente raison qu'elle a rencontré les intérêts du libéralisme avancé (faisandé, même), qui entend régner sur une société divisée en individus lancés à la poursuite du bonheur personnel, et leur vendre l'équipement pour cette chasse au dahut.

Mai 68 : la tragédie d'octobre 1917 « **se répète sous forme de farce** », comme Marx l'avait prédit. Mai zéro huit : l'internationalisme est recyclé en (alter) mondialisme. Les Médecins, Proctologues, Escrocs, Zozos et autres Clowns "sans frontières" n'ont même pas conscience d'annoncer un slogan libéral : « **Laissez faire, laissez passer.** »

Au moment où j'achève cet article, le procès Fourniret bat son plein. Il s'agit d'un petit prof ch'ti qui essayait péniblement de violer de très jeunes vierges avant de les massacrer pour les punir de son impuissance. Vingt ans durant, impunément, qu'a-t-il fait d'autre que de "jouir sans entraves" ?⁴

PATRICK GOFMAN

¹ Mon éditeur Flammarion m'écrit le 12 mars 2008 qu'il lui reste en stock 458 ex. de "Cœur-de-Cuir". Sur un tirage de 5 000. Il n'y a fallu que dix ans... Et un persistant "bouche à oreille" dans les cercles patriotiques.

² Non ! En Technicolor ! La base de données Électre décompte 88 gâteaux d'anniversaire en temps et heure ; une trentaine en retard ; jusqu'en octobre, avec Les Soixante-huitards (Seuil) d'un certain D. Pouchin ("Libé"). Vaut-il mieux soixante-huitard que jamais ? Ça se discute...

³ "Génération" mao, Hamon et Rotman, Seuil.

⁴ Ce n'est pas dans l'enseignement secondaire, laïque et obligatoire qu'il risquait de comprendre que ce sont précisément les entraves qui font jouir. Tel « **le remords comme pré-lude au péché** », exprimé par Mishima.

... au sexuel

Car l'orgie se déroule paradoxalement devant l'effigie de Lénine, religieusement placardée dans la grande cour de la Sorbonne. Nos cancren en délire ne connaissent de Vladimir Ilyitch ni

Une révolte dévoyée

Ce qui est amusant avec certains anciens combattants des révolutions, c'est leur propension à commérer, à se "vautrer" dans la nostalgie, alors que leur première raison d'être est de faire table rase du passé. Comme leurs grands aïeux qui ont sac-

Face à la réécriture et à la relecture de cette "révolte", un véritable bilan et une mise en perspective s'imposent.

cagé nombre d'édifices lors de la révolution de 1789. Et les soixante-huitards n'échappent pas à la règle. Il suffit, en effet, de déambuler dans les rayons des librairies, de s'arrêter chez son marchand de journaux ou même, pour ceux qui en possèdent une, de voir à la télévision les reportages et émissions quasi quotidiens sur ce "joli mois de mai"... À se demander si quatre décennies nous séparent bien de ces événements.

Geismar, Cohn-Bendit, Glucksmann devraient remercier Nicolas Sarkozy de les avoir sortis du placard, en affirmant qu'il était temps de « liquider Mai 68 ». Et c'est reparti pour une polémique dont le système a le secret. Passons sur le fait que comme l'affirme justement Cohn-Bendit c'est Mai 68 qui permet l'élection d'un Nicolas Sarkozy à la présidence de la République. Insistons en revanche sur la mise en perspective de ces journées de mai et juin 1968 qui ne sont qu'une étape d'un processus "révolutionnaire", ou tout au moins d'une transformation profonde de la société, dont la pensée gaulliste est une des causes. N'en déplaise aux cocus de la marche du 30 mai 1968 et aux thuriféraires du général qui se bercent d'illusions sur une société prétendument ordonnée entre 1958 et 1968.

« Napoléon IV », comme le surnomme à raison *Aspects de la France* dès l'été 1968¹, avec son équipe, est responsable de l'explosion de 68. Et sa politique étrangère – avec des aspects bairniliens, c'est-à-dire capétiens – ne doit pas masquer le dirigisme économique et le centralisme des institutions issues de l'entente perverse de 1946, la sclérose de l'Université par respect des mythes égalitaires, l'explosion de la société de consommation, qui avilit les hommes, sans oublier les villes devenues des mégapoles sans âme, et ce pour satisfaire l'affairisme bétonnier des amis du pouvoir.

En finir avec le mythe gaulliste

Certes, si De Gaulle s'occupait des grandes questions internationales et semblait vouloir faire entendre la voix de la France, cela ne l'empêchait pas de cautionner la politique quotidienne de Pompidou et un jacobinisme tellement exacerbé qu'il était, par exemple, interdit de posséder un autocollant BZH. Comme l'indique *Aspects* : De Gaulle « a sollicité les pleins pouvoirs. On les lui a donnés. Il a réclamé une chambre à son image. Il l'a eue. Il a fait jouer le domaine réservé, l'article 16, les ordonnances, [...] donné un tour de vis à la centralisation. Et dix ans plus tard, cette république bottée s'est laissée surprendre et quasi-réverser par une poignée d'étudiants révolutionnaires. » Ensuite, « le régime s'est barricadé dans la technocratie par peur de l'Assemblée », alors qu'il a maintenu le régime des partis, encore plus avec l'élection du chef de l'État au suffrage universel di-

rect. « Cette situation présente le grave défaut que les doléances populaires ne peuvent plus s'exprimer qu'à coup de pavés. Il n'y a plus que trois réalités en France, le Pouvoir, c'est-à-dire des bureaux et des CRS ; la masse électorale, magma que

l'autonomie). Le seul mode d'expression admis étant l'urne électorale, il est évident que les revendications de liberté et d'autogestion sont maintenues dans le vague ou la clandestinité. La République en a peur. Elle a raison. »



Si les CRS sont des SS, De Gaulle c'est Hitler, et le chahut de 68 est héroïque.

la propagande psychologique fait marcher comme un troupeau d'oies [de veaux, comme disait le général, NDLR], les zones de mécontentement idéologique ou économique, qui oscillent entre la contestation globale et les conventions collectives. »

À tel point que les « grands corps sociaux, régionaux, universitaires sont écartelés entre leur côté administratif (lié au régime) et leur côté spontané (qui tend à la contestation, donc à

Et l'AF, à l'été 68, de préciser : « C'est ainsi qu'est née la "révolution de Mai". Coupé des réalités universitaires par l'écran de la bureau-technocratie, le régime ne s'est rendu compte à aucun moment du mécontentement qui s'amassait dans les facultés. »

De même, pour en finir avec le mythe gaulliste, il est bon de rappeler que le régime s'était appuyé sur les marxistes pour épurer l'Université des enseignants fa-

vorables à l'Algérie française, que les barons de la Cinquième préféraient cogérer avec le PC et la CGT, et qu'ils ont fait appel aux cogneurs antigauchistes de l'extrême droite (tel Occident), en mai et juin 68 lorsque leur système commençait à vaciller. Ils ont défendu leur république, pas la France...

Les solutions royalistes

C'est pourquoi l'Action française, au cours de ces journées, n'a cessé d'affirmer que seul Maurras pouvait donner un sens aux révoltes de la jeunesse et qu'il était temps de se dresser contre le désordre politique établi (le gaullisme). Dénonçant l'atteinte à la mémoire nationale lors des manifestations de la place de l'Étoile, les royalistes dialoguent avec les anarchistes² et comme le rappelle *Aspects*, tiennent un stand à Sciences Po, à côté du PSU... Dès cette époque, les militants d'Action française dénoncent la société de consommation et voient les aspects intéressants de la critique du système formulée à cette époque : plus de libertés, retour aux communautés, sans pour autant faire leurs slogans gauchistes contre la famille. Plus que jamais d'actualité quarante ans après, la critique du centralisme et du productivisme, synthétisée dans le numéro des *Dossiers d'Action française* consacré au capitalisme³, montre que les royalistes ont des solutions aux maux actuels, bien loin des mythologies mal placées de Mai 68 ou du gaullisme... Mais ça, c'est une autre aventure.

ARNAUD NAUDIN

¹ *Aspects de la France, hors série, été 1968*

² *L'Action Française hebdo du 7 au 20 mai 1998*

³ *Les Dossiers d'Action française, « le capitalisme », n° 4, mai 1969.*

Qu'est-ce que la "pensée 68" ?

Les critiques les plus acerbes de l'esprit de Mai 68 sont d'abord venues de la gauche. Les différentes significations so-

Cet événement popularise un certain nombre de penseurs, de philosophes ou même de gourous qui partagent un même rejet de l'ordre établi.

ciales, politiques et morales de l'événement deviennent, aux yeux d'une frange non négligeable de l'intelligentsia social-démocrate, les signes annonciateurs du déclin radical du progressisme. Mai 68 popularise effectivement un certain nombre de penseurs, de philosophes ou même de gourous qui

partagent un même rejet de l'ordre établi, mais aussi des anciennes formules idéologiques de la gauche réformiste.

L'attaque en règle des révolutionnaires contre les réformistes conduit deux philosophes, Alain Renaut et Luc Ferry, à écrire un livre intitulé *La Pensée 68*. Violent réquisitoire contre l'héritage de mai, le livre repose sur une thèse contestable, mais qui fera date dans l'histoire des idées. L'esprit de 68 se résumerait à une attaque en règle contre le Sujet, entendez l'individu autonome de la pensée des Lumières. En bon kantien, Renaut et Ferry stigmatisent le nietzschisme de Michel Foucault, la reformulation de la vulgate marxiste par le sociologue Pierre Bourdieu, le lacanisme et plus généralement l'influence délétère du déconstructionnisme d'inspiration heideggérienne. Toutes ces théories et ces systèmes en proclamant après la "mort de Dieu", celle du Sujet, mè-

neraient nécessairement au système anti-humaniste par excellence, à savoir le totalitarisme. La pensée 68 écarte toutefois l'influence d'auteurs tout aussi importants que Foucault et Derrida, à savoir Althusser, Reich, Barthes, Lévi-Strauss ou Dumézil. Mais ces derniers ne peuvent sans doute pas être taxés d'anti-humanisme avec la même facilité que les autres, et ne méritent donc pas de place sur le podium. Contre les mauvais allemands – Marx, Freud, Heidegger – coupables d'avoir répandu le désordre dans les esprits, Renaut et Ferry opposent les bons, à savoir Kant, Fichte et Habermas, qui leur semblent beaucoup plus compatibles avec leur républicanisme.

Discours néo-républicain

C'est au nom de ce même républicanisme abstrait qu'un Régis Debray ou même un Max Gallo fus-

tigeront Mai 68 non plus comme le foyer de l'anti-humanisme, mais de l'individualisme libéral-libertaire.

L'ennemi à abattre n'est plus les anti-lumières soixante-huitardes, mais le mouvement d'émancipation individuel devenu après l'événement folie hédoniste. L'impératif de jouir sans entraves, de satisfaire ses désirs les plus immédiats se serait marié le plus naturellement du monde avec les transformations de la société de consommation. Comme l'écrit un autre critique de mai 68 : « L'extraordinaire sentiment d'insouciance qui se dégage rétrospectivement pour nous des années soixante-dix vient de ce qu'elles ont marié le rêve libertaire et le rêve publicitaire : la libération de toutes les pulsions, plus la profusion des marchandises. »¹

L'opposition entre libéralisme et républicanisme structure l'essentiel du débat sur Mai 68 depuis

ces quarante dernières années, entre restauration de l'autorité républicaine et acceptation de l'individualisme radical. Les trajectoires individuelles de ses admirateurs comme de ses contempteurs illustrent à merveille cette double illusion, entre un Cohn-Bendit devenu libéral pro-européen et un Ferry ministre au sein d'un gouvernement d'inspiration gaulliste.

Peut-être serait-il temps de renvoyer dos à dos les deux termes du débat pour en trouver un troisième qui fasse justice à la critique de la bureaucratie et du républicanisme gaullien, comme des débordements anti-autoritaire des groupuscules. Cela ne pourra se faire qu'en redécouvrant la racine commune aux deux erreurs, à savoir l'idéologie démocratique.

PIERRE CARVIN

¹ *Pascal Bruckner, Magazine Littéraire, 1996.*

Idéal olympique et conscience internationale

Tous les quatre ans, une angoissante question agite la conscience internationale, cette version mondialisée des opinions publiques nationales : les pro-

Axel Tisserand, auteur de Dieu et le Roi (Correspondance entre Maurras et Mgr Penon) est aussi préfacier des Lettres de Maurras sur les Jeux olympiques parues il y a quatre ans. Il rappelle la sagesse avec laquelle Maurras avait dès l'origine perçu l'illusion des Jeux modernes.

chains Jeux seront-ils dignes de l'Idéal olympique ? L'olympisme, en effet, n'est-il pas une « philosophie de vie » (principe n° 1 de la Charte olympique), visant, dans un « grand festival du sport » (n° 3), à le « mettre [...] au service du développement harmonieux de l'homme en vue de promouvoir une société pacifique, soucieuse de préserver la dignité humaine » (n° 2) ?

Du reste, les Jeux « sont des compétitions entre athlètes, en épreuves individuelles ou par équipes et non entre pays » (règle 6 du CIO), le rôle (n° 10) de ce même CIO étant de s'opposer « à toute utilisation abusive politique ou commerciale du sport et des athlètes ». Sans commentaire.

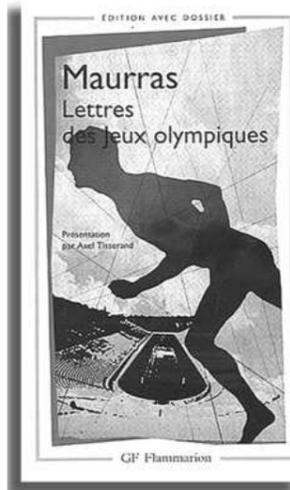
Sous nos yeux s'opère le clivage entre les "réalistes" qui, en s'appuyant sur la Charte, refusent toute récupération des Jeux à des fins politiques, si louables soient-elles, et les "idéalistes" qui, en se fondant sur cette même Charte, refusent à un pays le droit d'organiser des Jeux à seule fin de promouvoir sa puissance politique et économique alors même qu'il écrase sous sa botte les droits de l'homme. Ces derniers oublient cependant de rappeler qu'ils étaient restés muets en 2001, année où la Chine, qui pratiquait depuis déjà des décennies cette politique, fut choisie pour organiser les Jeux de 2008 par ce même CIO qui est le garant suprême de cette même Charte selon laquelle précisément, etc., etc.

Le regard de Maurras

Après notamment – la liste n'est pas exhaustive – les JO de Berlin en 1936 où, comble d'ironie, le père grec Spiro Louys, vainqueur du premier Marathon en 1896, vint offrir le rameau de la paix à Hitler, ceux de Mexico en 1968, sur fond de massacres de centaines d'étudiants, ceux, plus ou moins boycottés, de Moscou en 1980, à la gloire du socialisme finissant, après également tous ces Jeux où, « au service du développement harmonieux » de l'humanité, des championnes est-allemandes génétiquement modifiées nageaient de victoires en victoires, enfin, après ceux du centenaire, volés à la Grèce par des États-Unis triomphants – la raison du plus fort est toujours la meilleure –, est-il en-

core nécessaire de s'interroger sur la valeur de l'Idéal olympique ou, comme le titrait *La Croix* à la mi-avril, sur ce qu'il en reste ?

Cette interrogation commença pourtant dès 1894 et c'est le jeune Maurras qui la provoqua : il la poursuivit avec Pierre de Coubertin jusqu'à Athènes même et les lettres que, jeune reporter, il y écrivit en 1896 pour *La Gazette de France*, en sont tout imprégnées. Alors que pour Pierre de Coubertin le but de



l'olympisme est de permettre à l'athlétisme de « continuer de jouer efficacement dans l'éducation des peuples modernes le rôle admirable que lui attribuèrent les maîtres grecs : il est permis de croire que ces luttes pacifiques et courtoises constituent le meilleur des internationalismes »¹ – il ajoutera à la radio de Berlin le 4 août 1935 que « la caractéristique essentielle de l'olympisme ancien, aussi bien que de l'olympisme moderne,

c'est d'être une religion » –, pour Maurras au contraire, le contresens était total de postuler que ce qui, en Grèce antique, était à la source de ces Jeux, à savoir une civilisation commune permettant la fédération temporaire de cités parlant la même langue et vénérant les mêmes dieux, pourrait être, au XX^e siècle, le fruit d'une confrontation « courtoise » de peuples ne partageant, ou presque, aucune valeur. Et si, sous le coup de l'émotion et du soleil d'Athènes, il crut un bref instant à l'internationalisme des Jeux comme à « une intelligente et raisonnable fédération des peuples modernes »², le spectacle des gradins, plus encore que celui du stade, notamment l'attitude des Américains, au patriotisme indiscret, en pensée déjà maîtres du monde – « Ces étrangers se rendent parfaitement insupportables », remarque-t-il³ –, lui font deviner, après Paul Bourget, que dans le monde moderne, « désormais des peuples se vont fréquenter directement, s'injurier de bouche à bouche et s'en...ler cœur à cœur »⁴, spectacle qu'à l'occasion du passage de la flamme, partisans pro-tibétains et communauté chinoise donèrent en avril 2008, en plein cœur de nos métropoles cosmopolites.

Le faux cosmopolitisme

Et les Jeux de susciter cela même qu'ils devaient bannir ! C'est que ce nationaliste convaincu craint par-dessus tout ce patriotisme démocratique, brut et brutal, qui servira de terreau à tous les égarements du XX^e siècle. « Non,

constate-t-il encore dans *L'Action Française* du 23 juillet 1932, les patries n'étaient pas encore dissociées ; la guerre non plus n'était pas morte. » Lui qui, en pleine année 1917, ne réussit pas à faire son deuil de l'unité médiévale de l'Europe sous l'égide de l'Église catholique, « la seule Internationale qui tienne »⁵, sait que « loin d'étouffer les passions nationales, tout ce faux cosmopolitisme les exaspéra »⁶. Comme le commenta Pierre Bouthang, « ce que Maurras perçut à cette occasion [...] tient à la vitalité du fait de la nation, et à la chimère de son adoucissement et humanisation par les rencontres internationales, surtout sportives »⁷, les Jeux devenant, dès leur première édition en 1896, l'image ambiguë d'un nouveau type de rapports entre les nations que l'apparition au XX^e siècle du double totalitarisme, idéologique et marchand, ne fera qu'aggraver. Un double totalitarisme que les Jeux de Pékin auront, pour la première fois, au moins le mérite d'apparier !

En attendant, les Chinois boycottent... les produits français !

AXEL TISSERAND

¹ Lettre du 15 janvier 1894 à l'adresse des sociétés sportives étrangères.

² Lettre des Jeux olympiques n°4.

³ Idem

⁴ Première version parue dans *La Gazette de France de la lettre n°4*.

⁵ Il suffit de relire Le Pape, la guerre et la paix, paru cette même année.

⁶ Introduction à Anthinéa, *Œuvres capitales*, 1950.

⁷ Dans Maurras, la destinée et l'œuvre, Plon, 1984, p. 147.

Peut-on s'approprier la Shoah ?

La réédition de l'ouvrage de cette "nouvelle historienne" israélienne qu'est Idith Zertal est intervenue avec la tenue du Salon du livre de mars, dont Is-

L'Ancien Régime n'a pas convoqué les morts pour une opération identitaire qu'une dynastie toujours vivante rendait superfétatoire.

raël aura été le pays invité. Fortuite ou intentionnelle, elle donne l'occasion de repenser le problème délicat de l'utilisation politique de la Shoah par l'État d'Israël mais aussi, très récemment, par le président de la République... française. Nous faisons naturellement allusion à son idée extravagante et malsaine de faire porter à des enfants le souvenir traumatique d'autres enfants martyrisés, laquelle idée se vit sobrement mais fermement refusée par les repré-

sentants d'une communauté juive de France bien inspirée.

Ce livre tout à fait remarquable, tant pour son information que pour la qualité et la hauteur de sa réflexion, n'intéressera pas seulement l'historien du sionisme. Sa portée est plus large et constitue un défi pour toute pensée nationaliste : « Une étape essentielle de la formation d'une communauté nationale est son autoperception comme communauté traumatique, "communauté victimaire", et la création d'un panthéon pour ses martyrs, morts glorieux offrant aux enfants de la nation une image idéalisée de leurs aspirations à se constituer en sujets. [...] De ce processus perpétuel émerge un élan national partagé et se cristallise l'idée de nation. »

Selon Idith Zertal, le "processus" en cause concerne toute nation, et la nôtre par conséquent. On songera par exemple à la fonction dévolue, y compris par notre tradition politique, aux morts de la Grande Guerre, victimes de "Boches barbares". Fort heureusement cependant, notre humeur gé-

nérale n'est pas à nous poser en victimes : elle serait plutôt aujourd'hui à nous accuser *ad nauseam* d'en avoir fait de nombreuses à l'occasion, notamment, de nos guerres coloniales. Mais il serait aussi nécessaire de ne pas oublier que le "processus" ici décrit comme « perpétuel » concerne avant tout la nation républicaine, l'Ancien Régime s'étant montré plus soucieux de respecter le martyrologe de l'Église que de convoquer les morts pour une opération identitaire que l'existence d'une dynastie toujours vivante (Le roi est mort, vive le roi !) rendait superfétatoire.

La Shoah utile ?

Revenons-en à Israël et à la référence à la Shoah. Idith Zertal écrit : « Régulièrement, et en fonction des circonstances, les victimes de la Shoah sont rappelées à la vie et assument un rôle central dans le débat politique israélien, en particulier dans le contexte du conflit israélo-arabe, et plus spécifiquement lors des crises graves voire

des guerres. [...] Il n'y a pas eu de guerre ou de conflit armé qui n'aient été perçus, définis et conceptualisés par la société israélienne dans des termes liés au génocide. » Ce fut notamment le cas en 1967, nous dit-elle, lorsque Nasser se trouva identifié à Hitler. Et cela s'avère aujourd'hui avec l'accusation de volonté génocidaire portée sur le président iranien (quelque peu inquiétant, il est vrai...).

L'essentiel n'est pas là : il réside dans la question de savoir si l'État d'Israël peut, d'une part, justifier son existence par le génocide, d'autre part, prétendre être l'héritier moral et politique de ses victimes (auxquelles il a spectaculairement accordé la nationalité à titre posthume...). La réponse à la première question est évidente : le sionisme précède la Shoah ; celle à apporter à la seconde ne fait pas non plus de doute aux yeux d'Idith Zertal : Israël méprisait à un tel point la figure aliénée des Juifs "diasporiques", réputés honteux et couards – et donc tout opposés au modèle de l'Israélien héroïque renouant

avec le passé biblique glorieux que le sionisme a rêvé et réalisé –, qu'il ne s'engagea guère dans leur sauvetage et ignore même, de très longues années durant, la Shoah et ses victimes... jusqu'à ce que certains de ses dirigeants, comme Ben Gourion, s'avisent de l'avantage idéologique et politique qu'il y aurait à les récupérer. Manifestement hostile à cette opération, comme nombre d'Israéliens d'ailleurs, Idith Zertal montre avec une grande sensibilité que les Juifs victimes des nazis ne furent pas méprisables et, plus profondément, qu'il y a quelque indécence à essayer d'instrumentaliser ceux qui, anéantis par un système dément et déshumanisant, ne sont plus là pour juger de la pertinence ou de la perversité de cette justification sioniste tardive qu'est la Shoah.

FRANCIS VENANT
francisvenant@voila.fr

* Idith Zertal : La Nation ou la Mort – La Shoah dans le discours et la politique d'Israël. *La Découverte*, 12 euros.

Jeanne ou la ferveur française

Chaque année, le deuxième dimanche de mai, la fête nationale de sainte Jeanne d'Arc (établie par la République elle-même en 1920 contrainte et forcée par Maurice Barrès) et le Cortège traditionnel entraîné par

Notre temps où tout se désagrège ressemble étrangement au temps de Jeanne. Son exemple reste actuel.

L'Action française viennent rappeler à ceux de nos compatriotes ayant encore l'âme française que nous n'avons pas le droit de nous résigner à l'effacement de notre souveraineté nationale. En cette jeune fille toute simple qui, avec la gaieté de ses dix-sept printemps, une foi chevillée au corps et un patriotisme tout naturel, délivra Orléans le 8 mai 1429, on décèle beaucoup plus de bon sens, et notamment de sens politique, que chez tous nos politiciens d'aujourd'hui réunis.

La fin de la France ?

Quand elle avait dix ans et gardait ses troupeaux au village de Domrémy sur les marches de Lorraine, elle ne cessait de prier pour le royaume de France qu'elle savait plongé dans une grande pitié.

La France héritait alors d'un siècle de désordres politiques, sociaux, diplomatiques, intellectuels et religieux. Puis le malheur voulut que le roi Charles VI, né en 1368, fût à vingt-quatre ans frappé du mal qui devait le conduire à la folie – ce qui rendit la situation "républicaine"... Ses oncles ne surent alors qu'attiser les querelles partisans, sur fond de manipulation démagogique et souvent meurtrière de la population parisienne.

Comme à chaque fois que démissionnent ou s'affaiblissent les autorités naturelles, le pays était mûr pour la guerre civile, d'autant plus que l'on assistait aussi à un grand laisser-aller spirituel – une "trahison des clercs" dont Cauchon, enseignant alors à la Sorbonne, allait être l'illustration. La papauté elle-même semblait s'effiloche ; des penseurs prêchaient l'individualisme et le laïcisme, préparant le lit des puissances d'argent toujours prêtes à se débrider. Déjà des théoriciens préconisaient une organisation supranationale essentiellement fondée sur des intérêts mercantiles. Le XX^e siècle n'a rien inventé...

La guerre avec l'Angleterre aiguësait encore l'esprit de trahison. Un parti bourguignon s'était créé autour de l'un des oncles du roi fou, Philippe le Hardi, duc de Bourgogne, qui, ayant épousé l'héritière de l'opulente maison de Flandre, reprenait le vieux rêve anti-capétien de reconstituer, avec l'aide de l'Angleterre et en amputant la France, une Lotharingie reliant les puissances commerciales d'Allemagne et d'Italie – le noyau d'une sorte de "marché commun" européen... Contre le parti bourguignon, un parti Armagnac s'était créé. Tout cela sous l'œil sans

doute amusé d'Henri IV d'Angleterre qui avait épousé une fille de Charles VI mais qui, rêvant de ne faire de la France qu'une bouchée, faucha tragiquement à Azincourt (25 octobre 1415) la meilleure noblesse française. Cinq ans plus tard (21 mai 1420) ce fut l'extrême humiliation du traité de Troyes, par lequel Isabeau de Bavière, au nom de son époux le roi Charles VI plongé dans l'hébétéude, acceptait que le roi anglais devînt héritier du trône de France. Les grands corps de l'État, l'Université, le haut-clergé se ralliaient à l'occupant qui dévastait les campagnes et maltraitait le petit peuple. Tout semblait humainement perdu.

L'envoyée de Dieu

À quatorze ans, la rieuse petite bergère de Domrémy aux beaux yeux noirs, avait appris de son père Jacques d'Arc, représentant des habitants du village, qu'à Paris le pauvre Charles VI s'était éteint en 1422, pleuré de toute la population, puis qu'aussitôt un certain duc de Bedford s'était emparé du pouvoir au nom de son neveu le roi d'Angleterre Henri VI, alors âgé d'un an. Elle savait aussi qu'à Bourges, le vrai dauphin, de jure Charles VII, né en 1403, se croyait abandonné de tous.

Elle seule savait qu'il n'était pas abandonné de Dieu : les voix de l'archange saint Michel et des saintes martyres Marguerite et Catherine, lors de ses promenades au Bois-Chenu, lui criaient depuis quelques semaines de rester bonne et pieuse. Puis ce fut l'ordre terrible : aller délivrer le pays, sauver le Roi !

Ne doutant jamais que ces Voix venaient du Ciel, il lui fallut pendant trois années se préparer à la séparation d'avec les amis de la terre, vaincre les hésitations des uns, les sarcasmes des autres, et finalement s'imposer à tous par sa bonté, sa droiture, la pureté de sa vie. Quand parvint la nouvelle qu'Orléans, la dernière poche de résistance sur la Loire, était assiégée par les Anglais, elle redoubla d'efforts pour convaincre le châtelain de sa contrée, le sire de Baudricourt, de la laisser partir avec deux écuyers et quatre serviteurs. Demandant pardon à ses parents pour son insoumission, elle s'élança joyeuse au printemps 1429 : « **Dieu le commandait. Eussé-je eu cent pères et cent mères, je serais partie** », devait-elle dire plus tard.

Elle alla droit à Chinon où séjournait alors dans un grand dénuelement Charles VII et son épouse Marie d'Anjou. Aucune ruse ne put l'empêcher d'atteindre le roi : « **C'est vous, non un autre.** » On l'examina, on lui demanda quelle langue parlaient ses voix, elle répondit « **meilleure que la vôtre** »... et tant d'assurance, tant de confiance en Dieu, tant de fraîcheur dans ses réparties, tant de réalisme dans la conduite de sa chevauchée, eurent raison des doutes du roi (« **Les hommes d'armes batailleront, Dieu don-**

nera la victoire »), de l'envie des courtisans, de la mauvaise humeur des chefs de guerre, de la science de tous les clercs. Elle obtint son équipement, revêtit un habit d'homme pour livrer bataille, puis, fin avril, sous les yeux du roi

dement politique affermi. Avant de rien tenter de nouveau, il fallait qu'il n'y eût plus de dauphin, si gentil soit-il, mais bel et bien un Roi, un Roi certain pour tous, un Roi reconnu, acclamé, enfin sacré : le Roi. »



Pour Jeanne, "Politique d'abord" s'accordait dans l'ordre des priorités avec sa devise : Dieu premier servi.

qu'elle appelait encore « **gentil dauphin** », elle brandit son étendard et entraîna d'éminents seigneurs (Boussac, La Hire, Gilles de Rais, Jean de Metz...) d'une traite vers Orléans.

Se révélant véritable chef de guerre, joignant à la flamme divine qui l'animait un sens très précis des nécessités naturelles qu'admirent des militaires chevronnés, elle délivra Orléans le 8 mai, et aussitôt, l'espoir changea de camp. Les Français trop longtemps trompés se ressaisirent. Des guerriers accoururent se placer sous son étendard. Les jours suivants, elle délogea les Anglais de Meung-sur-Loire, de Beaugency, de Patay...

Politique d'abord

Or, nouvelle surprise : les militaires, non sans un certain bon sens, voulaient d'Orléans courir vers la mer pour chasser les Anglais. Jeanne dit non.

Murras explique lumineusement pourquoi : « **Ses Voix allaient d'accord avec les vues saines de Politique sage qui eussent calculé qu'en définitive l'heureuse aventure du déblocage d'Orléans, accomplie comme elle l'avait été, représentait malgré tout un beau risque et un beau miracle, mais que, pour le reste, il fallait se plier à la Nature des choses. Or, dans cette Nature, tout devait demeurer en l'air, tant qu'il n'y aurait pas un comman-**

Magnifique lucidité chez une si jeune fille : sacrer le roi d'abord, rétablir l'ordre politique, le meilleur gage du succès final ! Pour elle, Politique d'abord s'accordait dans l'ordre des priorités avec sa devise : *Dieu premier servi*.

L'indomptable paysanne sut vaincre les hésitations du roi et de ses conseillers poltrons : le 17 juillet 1429, Charles VII fut sacré à Reims et la foule leur fit à tous deux un triomphe. Le rétablissement de la légitimité confirmait le pacte de Clovis avec le Ciel ; la mission de Jeanne à la jonction du spirituel et du temporel était accomplie.

Elle n'avait pourtant pas fini de combattre et de souffrir. Son obstination restait intacte : tant que l'Anglais était encore là, il incarnait une injustice ; sans la moindre haine, mais sans lui faire de cadeau il fallait le renvoyer chez lui. Elle dut aussi combattre les partisans d'un arrangement avec le parti bourguignon. Le roi lui marquait sa fidélité, mais il ne put empêcher qu'elle fût prise le 23 mai 1430 à Compiègne. Ce soir-là Charles VII pleura et l'on pria dans toutes les églises. Plus aucun combat de la terre ne pouvait dès lors la sauver.

Son procès permit d'admirer sa grandeur d'âme : à des questions stupides elle répondit toujours avec un grand bon sens, manifestant son patriotisme greffé sur sa foi catholique. La cruauté de ses juges anglais et collaborateurs

comme Cauchon l'accusant d'hérésie et de sorcellerie ne lui fit rien perdre de sa désarmante insolence : « **Non, mes Voix ne m'ont pas trompée, ma mission était bien de Dieu.** »

Une si belle vie, toute donnée au service de Dieu et du prochain ne pouvait s'achever que dans l'immolation, mais son sacrifice sur le bûcher de Rouen le 30 mai 1431 ne fut en rien un échec. Jeanne continue à entretenir l'espérance dans les âmes fières d'être françaises.

La leçon de Jeanne

Notre temps où tout se désagrège ressemble étrangement au sien. Son exemple reste actuel.

Elle ne s'est pas laissée embarrasser par les légalités du moment, ni par les partis, ni par les idéologies, ni par les mauvais traitements, ni par les gens "raisonnables". Ces miasmes d'une situation décadente et révolutionnaire, elles les a évacués de son horizon, n'a pas "dialogué" avec eux. Envisageant l'action politique comme la forme la plus éminente de la charité, elle est allée droit au but : le rétablissement d'un ordre au sommet, condition de l'ordre dans tous les autres domaines. Ce faisant, elle a œuvré pour la France mais aussi pour un ordre international fondé sur la justice entre les nations et leur complémentarité qui exclut aussi bien l'érection d'une nation en impérialisme que l'abandon à l'idéologie cosmopolite et matérialiste. Cette envoyée du Ciel fut en son temps la plus avertie des nécessités naturelles du bien commun national et de sa pérennité d'âge en âge. À suivre son exemple de nationalisme intégral on ne saurait errer.

Disons-nous bien que contre les rêves de Maëstricht et de Lisbonne, Orléans aujourd'hui c'est nous ! Que le dernier carré de résistance, c'est nous ! Que de notre audace à vouloir rester français dépend le sort de la France ! Que la jeunesse du monde face au désenchantement mondialiste, c'est nous ! Nous, à condition que comme Jeanne, nous sachions qu'un tel combat mène plus sûrement au sacrifice qu'à la gloire - mais c'est le prix de la liberté de la patrie !

MICHEL FROMENTOUX

JEANNE toujours face à la haine des Cauchon

À Rouen, faute de pouvoir brûler Jeanne une deuxième fois, un Cauchon du XXI^e siècle a, au musée Jeanne d'Arc, décapité à coups de hallebarde le mannequin de la sainte de la patrie sur son bûcher et volé une quarantaine de CD de commentaires historiques la concernant.

À travers les siècles, c'est toujours le grand sabbat des fanatiques, mobilisant perpétuellement bêtise et méchanceté contre l'héroïsme et la sainteté. ■

Un apôtre du Languedoc : M^{gr} de Cabrières

À l'inverse des thèses lourdes et prétentieuses, M^{me} Marguerite Puget, en s'appuyant sur de nombreux témoignages de descendants dont les parents ont connu le cardinal de Cabrières, a écrit un petit livre alerte sur ce prélat hors du commun qui fut un admirateur de Maurras et un ami de l'Action française.

Sacré évêque à Montpellier, le 19 mars 1874, M^{gr} de Cabrières fut reçu le 7 avril 1891 par Léon XIII qui lui parla du Ralliement. L'évêque sortit effondré de cette audience de trente-cinq minutes, tout comme M^{gr} d'Hulst, treize jours après.

« Combien de bons députés compte aujourd'hui la Chambre ? » demanda Léon XIII. « Environ deux cents, très Saint-Père. » « Eh bien, répond celui-ci, maintenant que j'ai montré aux catholiques la voie à suivre, j'espère que le nombre sera beaucoup augmenté. » « Très Saint-Père, eut le courage de répondre M^{gr} d'Hulst, nous reviendrons à moins de cent. » Le calcul était juste, ils revinrent à quatre-vingt-sept. Tel fut le résultat de la politique de Léon XIII qui fut un grand pape « particulièrement pour le mal qu'il nous [fit] », aux dires de M^{gr} de Cabrières.

Dans son diocèse, les royalistes étaient nombreux. Ils avaient un journal, L'Éclair. Dès 1906, M^{gr} de Montpellier déclara : « Je suis très "Action française". » Il plaida la cause de Maurras à Rome en 1913-1914, évitant la publication par le pape de la condamnation de certains de ses livres par la congrégation de l'Index. Il le reçut à déjeuner dans son palais épiscopal. Sa mort, en 1921, lui évita de connaître la scandaleuse condamnation de 1926.

Parce que royaliste, il était aussi très social. Lorsque le 8 juin 1907, 600 000 manifestants venus du Midi viticole se retrouvèrent dans la ville pour protester contre l'effondrement des coûts du vin, M^{gr} de Cabrières fit ouvrir la cathédrale et toutes les églises pour les héberger durant la nuit, alors qu'en 1973, l'évêque refusa d'en faire autant. Il est vrai qu'il s'agissait de Français et non pas de sans-papiers.

Voilà un excellent livre à petit prix. Dépêchez-vous de l'acheter.

YVES LENORMAND

* Marguerite Puget : Vie pittoresque et valeureuse d'un cardinal - Anatole de Cabrières (1830-1921). Éd. Clovis, Paris, 2008. 103 p., 9 euros.

Un bréviaire de la contre-révolution

Après *Les Horreurs de la démocratie*, *Le Réactionnaire authentique* est le second

**Nicolás Gómez Dávila :
un auteur colombien
aussi immense
que méconnu**

ouvrage de Nicolás Gómez Dávila (1913-1994) à être traduit en français. Ce recueil d'aphorismes est un véritable bréviaire contemporain de la contre-révolution. Nous donnant un condensé de la pensée de cet auteur colombien, aussi immense que méconnu, cet ouvrage pose aussi la question soulevée par Philippe Maxence : « Comment Nicolás Gómez Dávila a-t-il pu rester aussi longtemps inconnu du public cultivé européen ? » Sans doute parce que « même la vérité la plus discrète apparaît aux modernes comme une intolérable impertinence ».

Se méfiant du systématisme des idéologies, l'auteur a choisi la forme brève de l'aphorisme, ou plutôt de la "scolie", c'est-à-dire du court commentaire de texte, le texte commenté demeurant "implicite". Les 826 scolies constituant ce recueil pourraient donc apparaître comme spontanément sorties de sa plume, sans souci apparent de classement, si l'on n'y décelait l'excellence du style. Cette simplicité voulue a un but philosophique : « Moins nous gaspillons d'adjectifs, plus il nous est difficile de mentir. »

Rendre compte de ce volume, dont la forme et le fond sont si

proches de ceux des grands moralistes français, semble une gageure, puisqu'on ne peut ni rendre compte d'un plan, ni se contenter de présenter au lecteur, en guise d'apéritif, une sélection de "scolies choisies".

Mais Gómez Dávila, authentique traditionaliste chrétien, n'écrivant que pour défendre le Vrai, le Bien et le Beau, c'est cette réminiscence platonicienne qui guidera notre exercice d'admiration.

L'erreur moderne

Défenseur de la Vérité chrétienne, il est le contempteur de la société moderne précisément parce qu'elle est apostate : « La misère spirituelle est le prix de la prospérité industrielle. »

« Le réactionnaire, écrit-il encore, n'est pas un nostalgique rêvant de passés abolis, mais celui qui traque des ombres sacrées sur les collines éternelles. » L'erreur moderne est donc avant tout théologique : « Les hommes ne se proclament pas égaux parce qu'ils se croient fils de Dieu, mais quand ils croient participer à la divinité. » Ainsi qualifie-t-il la démocratie de « politique de la théologie gnostique », issue d'une « idéologie panthéiste ». Or, « l'humanité est le seul dieu qui soit absolument faux ».

Ce premier aspect de sa pensée, qui rappelle et condense les meilleures pages de Bonald et de Joseph de Maistre, ne va pas sans des critiques plus directement politiques de la démocratie, car ce véritable aristocrate perçoit qu'elle est contraire au Bien. « L'exis-

tence du réactionnaire authentique ne laisse pas de scandaliser le progressiste. » Ce scandale est la rébellion de la médiocrité face à ce qui la dépasse. « Ni l'infériorité n'est honteuse, ni la supériorité coupable », écrit-il, et « [n]ier qu'il y a une hiéar-



chie entre les choses n'est jamais une conviction, mais une excuse ou un prétexte ».

Du révolutionnaire au policier

Ce rappel du droit naturel égalitaire éclaire ce recueil d'une lueur qui, si elle n'est pas gentiment ironique, (« Avoir raison, selon le démocrate, signifie hurler avec les loups ») peut devenir terrible : « Le révolutionnaire ne découvre "l'esprit authentique de la révolution" que devant le tribunal révolutionnaire qui le condamne. »

Ayant connu, en tant qu'Américain du Sud, ce que la révolution

pouvait avoir de plus sanglant et de plus totalitaire, remarquant, par exemple, que le « pittoresque costume de révolutionnaire se décolore insensiblement en sévère uniforme de policier », il précise pourtant que ce « qui effraie le réactionnaire n'est pas tant le chabard plébéien déchaîné par les révolutions que l'ordre étroitement bourgeois qu'elles engendrent ».

Et c'est la médiocrité et la laideur de l'ordre bourgeois et progressiste du monde moderne qui scandalise l'artiste assoiffé de Beau qu'est Dávila. « La plus grande accusation contre le monde moderne est son architecture. » Cette architecture, utilitaire et froide, écrasant, à dessein, tout souffle transcendant en l'homme, et exaltant le progrès et la technique, est un indice de la maladie spirituelle moderne : « Le culte de la technique est un syndrome de démence satanique. »

L'œuvre magistrale de Gómez Dávila, à la fois théologique, politique et artistique, se doit donc d'être lue et relue, et surtout méditée, comme remède à la décadence et au moderne "spleen", puisque, comme le remarque l'auteur, non sans humour : « Dans la société qui s'esquisse, même la collaboration enthousiaste du sodomite et de la lesbienne ne nous sauvera pas de l'ennui. »

JEAN D'OMIAC

* Nicolás Gómez Dávila : Le Réactionnaire authentique. Éd. Le Rocher, coll. Anatolia, 2005. 160 pages, 17,90 euros.

LES GRANDS TEXTES POLITIQUES : LES UTOPIES CRIMINELLES

Les nuées hugoliennes

On peut remplacer l'exposé des grandes vérités politiques par celui des erreurs qui s'opposent à elles en les confrontant à l'histoire. Cela peut se révéler cruel pour certaines personnes, mais tant pis pour Victor Hugo qui pouvait se contenter d'être un poète lyrique sans sombrer dans le ridicule de vaticinations métaphysiques ou politiques. Voyons, aujourd'hui, sa prose de député.

Supprimer les frontières

Victor Hugo a rêvé des États-Unis d'Europe, étape de la construction de la république universelle, rien de nouveau sous le soleil. Comment réaliser ces États-Unis ? En effaçant les frontières. C'est si simple. Lisons un extrait du *Discours au Congrès de la Paix* de 1869, repris dans le tome II d'*Actes et Paroles* :

La première des servitudes, c'est la frontière. Qui dit frontière,

dit ligature. Coupez la ligature, effacez la frontière, ôtez le douanier, ôtez le soldat, en d'autres termes soyez libres ; la paix suit... Les guerres ont toutes sortes de prétextes, mais n'ont jamais qu'une cause, l'armée. Ôtez l'armée, vous ôtez la guerre.

Si les empereurs romains avaient supprimé les fortifications frontalières et licencié les légions, au III^e siècle, les Barbares se seraient essuyé les pieds avant de pénétrer en touristes dans l'Empire pour venir apprendre le latin et le grec par immersion linguistique, il suffisait d'y penser.

Mais il peut arriver que quelques peuples, en général poussés par de méchants rois, ne jouent pas le jeu de la paix. Victor Hugo a pensé à tout. Rentré en France le 5 septembre 1870, il a adressé le 9 aux Allemands une proclamation leur enjoignant de déguerpir au nom de la morale. Ils n'ont pas daigné écouter l'appel de l'intellectuel. Tant pis pour le roi de Prusse et pour les malheureux qui le suivent :

Que toutes les communes se lèvent ! Que toutes les campagnes prennent feu ! Que toutes les forêts s'emplissent de voix tonnantes ! Tocsin ! Tocsin ! Que de chaque maison il sorte un soldat ; que le faubourg devienne régiment ; que la ville se fasse armée. Les Prussiens sont huit cent mille, vous êtes quarante millions d'hommes. Dressez-vous et soufflez sur eux !... Que les rues des villes dévorent l'ennemi, que la fenêtre s'ouvre furieuse, que le logis jette ses meubles, que le toit jette ses tuiles, que les vieilles mères indignées attestent leurs cheveux blancs. (*Actes et Paroles*, tome III, *Après l'exil*)

Bête comme l'Himalaya

L'opposition républicaine sous l'Empire, les Jules Simon et les Jules Fabre étaient ivres de la pensée romantique incarnée par le poète qui se prenait pour un prophète. Ils étaient persuadés que la

levée en masse viendrait à bout de toute armée qui oserait se mesurer à un "peuple". Lorsque le maréchal Niel exposa ses projets de réforme militaire devant le Corps législatif, le 2 janvier 1868, Jules Fabre l'interrompit de sa place en criant : « Vous voulez donc faire de la France une caserne ? » Se tournant vers son interrupteur le maréchal répliqua : « Et vous, prenez garde d'en faire un cimetière. »

Dans un des contes qui font suite à *Sérénus*, Jules Lemaître décrit les funérailles du poète Fidoursi qui ressemble à Victor Hugo. Quatorze poètes discutent des mérites du disparu. L'un lui refuse le sens critique, l'autre l'esprit. Le dernier murmure qu'il était bête... comme l'Himalaya. C'est par cette expression ambiguë que Leconte de Lisle jugeait Hugo (voir Léon Daudet, *Fantômes et Vivants*).

Il y a les Idées-Mères qui sauvent et les Idées folles qui tuent.

GÉRARD BAUDIN

SUR LA TOILE

APPEL À TÉMOINS

Le 22 avril, la Gendarmerie nationale a mis en ligne un site Internet afin de recueillir de nouveaux témoignages, dans le cadre de l'enquête relative à l'enlèvement et au meurtre de Jonathan Coulom, survenus en 2004. C'est « une première en France, souligne 01net, alors que cette pratique a déjà cours à l'étranger, en Allemagne par exemple ».

PRESSE ÉLECTRONIQUE

De mai à juillet, Orange diffusera auprès de 150 testeurs munis d'un ebook une édition électronique de Télérama et de quatre quotidiens : L'Équipe, Le Parisien, Le Monde et Les Échos (ces derniers étant déjà disponibles sous cette forme depuis septembre 2007). Le contenu sera rafraîchi toutes les heures par le réseau 3G de l'opérateur, ou bien via une connexion Wi-Fi. Cette expérimentation est annonciatrice des bouleversements à venir : le "papier électronique", censé simuler la sensation du document imprimé, va révolutionner la distribution des titres de presse.

RETOUR AU PAPIER

Le groupe Bertelsmann s'apprête à publier outre-Rhin la première déclinaison papier de Wikipedia. Disponible en septembre prochain, comptant un millier de pages, l'ouvrage proposera, pour une vingtaine d'euros, une synthèse de 25 000 à 50 000 articles tirée de la version allemande de l'encyclopédie collaborative.

NOUVEAU LAROUSSE

Autre consécration pour Wikipedia : d'ici l'été, un grand éditeur aura investi le terrain du "web collaboratif". Larousse prépare la mise en ligne de 150 000 articles et 10 000 "médias" (schémas, photos...), accessibles gratuitement, certes non modifiables, mais qui seront complétés par les contributions des internautes. Un bon compromis ?

FIREFOX

La navigation sur Internet est l'un des terrains d'affrontement des technologies "libres" et "propriétaires". Selon le cas, les secrets des logiciels sont connus de tous ou bien jalousement gardés par leurs concepteurs... Ce sont deux "philosophies" qui s'opposent, mais aussi des modèles économiques différents. Parmi les programmes "libres" permettant l'accès à la toile, le plus populaire, Firefox, continue sa progression : selon les chiffres communiqués par Xiti le 24 avril, il serait utilisé désormais par 28,8 % des internautes européens (26,8 % en France). En deux ans, Firefox a pratiquement doublé ses parts de marché. Il est le seul à concurrencer sérieusement Microsoft, auquel 65 % des internautes sont restés fidèles.

G.D.

VERS UN NOUVEAU MONDE

« Fottorino rêve d'un Monde sain », soulignait *Challenges* le 17 avril 2008. « En jeu, le plan social, 130 suppressions d'emplois, dont 90 prévues à la rédaction du quotidien. Plus la cession d'actifs non stratégiques comme Fleurus Presse, la librairie parisienne La Procure, le mensuel *Danser* ou les *Cahiers du Cinéma*. Un choc. » À deux reprises, la semaine dernière, le quotidien du soir fut absent des kiosques en raison d'une grève... Par ce plan, le président du directoire du Monde entend redresser une situation marquée par sept exercices consécutifs

dans le rouge. En 2007, les pertes du groupe se sont élevées à 15,4 millions d'euros. La convoitise des actionnaires extérieurs s'en trouve évidemment attisée. Mais « notre plan ne saurait se résumer à des économies », explique Éric Fottorino. S'adressant directement à ses lecteurs le 18 avril, il leur annonce une "nou-

velle formule" pour l'automne prochain. « Aujourd'hui, aucun journal n'a encore réussi de façon convaincante à inventer le modèle de l'avenir, le modèle viable, s'entend. Il nous faut pourtant trouver, et vite. C'est-à-dire réagir, affronter la tempête et se préparer à l'incroyable révolution médiatique du XXI^e siècle. [...] Il s'agira



Éric Fottorino

DANS LA PRESSE

LE TROISIÈME ŒIL



LECLERC (SUITE)

Saisi en référé par des groupements et des syndicats de pharmaciens, le tribunal de grande instance de Colmar a condamné le 21 avril le groupe Leclerc à retirer sa campagne publicitaire, à l'origine d'un imbroglio politico-médiatique dont nous rendions compte dans le précédent numéro de L'AF 2000. Aussitôt, le groupe a décidé d'interjeter appel. Quel que soit le verdict qui sera rendu le 7 mai, Michel-Édouard Leclerc aura donné une nouvelle preuve de ses talents de communicant.

SARKOSHOW

« En direct de l'Élysée » : l'émission était peut-être baptisée d'un nom un brin désuet... Mais le président n'a pas lésiné sur les moyens. Son show du 24 avril aurait bénéficié d'un budget de 280 000 euros selon *Libération*. Une somme à la charge de TF1 et France 2, coproducteurs de l'émission, qui fut diffusée également sur LCI, France 24, BFM TV, et I-télé... en échange d'un règlement des droits à hauteur de 12 000 euros. Un mobilier moderne avait envahi la salle des fêtes du palais présidentiel. « Aux décors, signale *Libé* (24 avril 2008), une star, Philippe Désert, qui a déjà créé celui du débat de l'entre-deux tours entre Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy. À la réalisation, une autre star de la télé : Renaud Le Van Kim. À son actif, *Le Grand journal de Canal +*, les Césars mais surtout l'intro-nisation d'un certain Nicolas Sarkozy en tant que candidat UMP à la présidentielle début 2007. » Manifestement, ces "talents" n'auront pas suffi à restaurer la popularité du chef de l'État.

EUROVISION

En dépit de son image un peu "ringarde", le concours de l'Eurovision continue d'être organisé chaque année depuis 1956 par les chaînes de l'Union européenne de radio-télévision (UER). Au fil des éditions, les polémiques n'ont pas manqué, appelant les réactions du monde politique... Cette fois-ci, c'est la candidature retenue par

France 3, pour nous représenter à Belgrade le 24 mai prochain, qui suscite la controverse. Le choix du "service public" s'est porté sur Sébastien Tellier et sa chanson *Divine* dont les paroles sont inter-prétées... en anglais.

Quelques députés UMP sont montés au créneau pur dénoncer cette aberration. L'infatigable Jacques Myard bien sûr, mais aussi François-Michel Gounnot, qui a interpellé le ministre de la Culture, Christine Albanet, en déposant une question écrite à l'Assemblée nationale. Celle-ci a jugé « dommage » que l'artiste prononce ses paroles dans la langue de Shakespeare. Un peu plus résolu, le secrétaire d'État à la Coopération et à la Francophonie, Alain Joyandet, a invité le chanteur à « honorer » la langue française. En outre, il a annoncé la révision du cahier des charges soumis à France 3, afin d'éviter qu'un tel "couac" se reproduise à l'avenir.

En 1966, l'Eurovision avait introduit une règle imposant l'interprétation des chansons dans l'une des langues nationales du pays candidat. Suspendue entre 1973 et 1976, elle fut à nouveau abandonnée en 1999, pour satisfaire de nouveaux participants s'estimant handicapés par une langue trop méconnue...

Sébastien Tellier juge le débat légitime, rapporte *Ouest-France* (20 avril 2008). « Il a essayé une version française, mais la trouve moins bonne. Il intégrera quand même à sa chanson un extrait en français, "un passage émotion". Pour autant, il se demande s'il faut vraiment privilégier, dans ce cas, "la langue française, ou une vision du monde à la française à exporter", même en anglais. » Naïvement, il nous convie à une réflexion sans doute complexe sur l'influence de la langue dans la formation des idées... Son propos se veut apparemment plus léger : « Je ne suis pas dupe. France 3 voulait un hurluberlu. Car l'Eurovision, c'est devenu la place des originaux un peu détraqués, non ? »

La crispation provoquée par cette affaire peut sembler déplacée, et nous comprenons sa désinvolture. Cette farce audiovi-

suelle ne va pas changer la face du monde ! À vrai dire, elle nous indifférerait si elle ne nous paraissait pas symptomatique de cet état d'esprit stigmatisé, entre autres, par Hubert Védrine dans son rapport sur la France et la mondialisation : « L'indifférence des élites françaises au sort du français [...] est un scandale et une absurdité. Manifestation, sans doute, d'une sorte de déprime nationale et de faux-modernisme, se préoccuper du français leur paraît une obsession de veilles barbes, le comble étant atteint dans les milieux économiques globalisés où le snobisme, en plus de l'efficacité pratique, s'en mêle. [...] La France est le seul pays qui a la chance de disposer d'une langue de culture et de communication et qui s'en désintéresse... [...] Naturellement, l'objectif à atteindre est que tous les Français comprennent et parlent l'anglais, et que le plus grand nombre possible de Français maîtrisent une troisième langue. Ce n'est pas contradictoire, au contraire. » Des propos à méditer.

JEANNE D'ARC SUR ARTE

Durant la première quinzaine d'avril, Arte a diffusé à plusieurs reprises un documentaire intitulé *Vraie Jeanne, fausse Jeanne*. Réalisé par Martin Meissonnier, ce film aborde notamment la thèse de Marcel Gay et Roger Senzig, auteurs de *L'Affaire Jeanne d'Arc*, un livre controversé paru en septembre dernier où ils prétendent

d'un journal plus ramassé, plus dense, plus sélectif, préférant l'explication, l'analyse et la diversité des points de vue à la redite des informations, déjà fournies par tant de médias à la vitesse de la connexion numérique. Faute d'aller plus vite, *Le Monde* s'efforcera toujours d'aller plus profond et plus loin... »

Ce pari n'est pas gagné d'avance. Toutefois, à l'heure du "tout gratuit", alors que tout un chacun peut accéder en tant réel à un volume écrasant d'informations, cette voie est certainement la seule que puissent emprunter des journaux soucieux de justifier leur prix.

G.D.

que Jeanne était une princesse de sang royal et même un "super-agent secret", selon l'expression d'Agathe Fourgnaud (*Le Point*, 27 septembre 2007). Les historiens Colette Beaune, Olivier Bouzy, Philippe Contamine et Françoise Michaud-Fréjaville s'en sont désolidarisés dans les colonnes du *Figaro* (7 avril 2008) :

« Le montage a pu laisser croire que les historiens interviewés, tous des spécialistes reconnus de Jeanne d'Arc, approuvaient les deux thèses qui s'y trouvaient développées, l'une implicitement (Jeanne serait d'origine royale) et l'autre explicitement : loin d'avoir été brûlée à Rouen, la Pucelle aurait survécu sous le nom de la dame des Armoises. Mais il s'agit là d'une double imposture : ces thèses, qui relèvent du "coup médiatique", ne sont ni nouvelles ni fondées. [...] Réduire la vie de Jeanne d'Arc à un autre *Da Vinci Code* ne nous semble pas la meilleure façon de faire progresser la recherche. Entre Dieu et la pure et simple manipulation, il y a bien d'autres possibles. »

Au demeurant, ce documentaire est jugé passionnant par Kar-dailiac, un modérateur du forum *Vive le Roy* (<http://forum.royaliste.org>) dont le jugement nous semble généralement très avisé. Un extrait gratuit est disponible sur le site www.artevod.com. Le film peut être visionné intégralement pour 3,99 euros, ou acquis définitivement par téléchargement pour 10,99 euros.

G.D.

L'ACTION FRANÇAISE		TARIF DES ABONNEMENTS	
(paraît les 1 ^{er} et 3 ^e jeudis de chaque mois)			
1. Premier abonnement France (un an)	76 €	5. Abonnement de soutien (un an)	150 €
2. Premier abonnement Étranger (un an)	85 €	6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an)	45 €
3. Abonnement ordinaire (un an)	125 €	7. Outre-mer (un an)	135 €
4. Abonnement de six mois	70 €	8. Étranger (un an)	150 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Tél. Courriel

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement

Bulletin à retourner à L'Action Française 2000
 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – C.C.P. Paris 1 248 85 A



■ **Hauts-de-Seine – Paris XVII^e – Dimanche 11 mai** à 17 heures, dépôt de gerbe devant la statue de Jeanne d'Arc, avenue du Roule à Neuilly-sur-Seine. Rendez-vous derrière le monument aux morts de la Police, face à l'église Saint-Pierre-de-Neuilly (Métro : Les Sablons, Bus 43, 82, 174)

■ **Nîmes – Dimanche 18 mai** – Les Amis de Jeanne d'Arc, leurs amis Anciens Combattants, l'Union nationale des Parachutistes, l'Association départementale des sous-officiers de réserve du Gard rendront hommage à l'héroïne de la Patrie sous la présidence d'honneur du maire de Nîmes, à 10 h 15 devant la statue de Jeanne d'Arc, place des Carmes. À 10 h 45, messe solennelle en l'église Saint Baudile.

■ **Provence – Dimanche 11 mai** – Hommages à Jehanne d'Arc à l'appel de France Chrétienne Royaliste, de l'Association Universelle des Amis de Jeanne d'Arc et autres associations, le dimanche 11 mai. À Cannes, à 11 heures, dépôt de gerbe Square Jean Hibert ; 11 h 30 allocution de Jean-Pierre Thouverin ; 12 heures, repas amical. À Mandelieu, 15 heures, dépôt de gerbe à la statue de Jeanne d'Arc, érigée quartier Capitou. Rendez-vous sur place. Renseignements au 04 93 81 22 27 ou au 06 34 47 67 03.

■ **Limoges – Dimanche 11 mai** à 12 heures, dépôt de gerbe à la statue de Jeanne d'Arc de Maxime Real del Sarthe, Place Fournier.

■ **Bayonne – Jeudi 8 mai**, à 9 h 30, square Léo Pouzac, les sympathisants d'AF sont invités à se joindre aux autorités de la ville.

Centre royaliste d'Action française

Association déclarée
10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
www.actionfrancaise.net
www.afe-blog.com
contact@actionfrancaise.net
01 40 13 14 10

Dans la ligne du mouvement fondé par Pierre Juhel

Secrétaire général : Thibaud Pierre
Adjoint : Sébastien de Kererro

Chargés de mission
Formation : Pierre Carvin

Secrétariat général des étudiants :
Alexandre Apreval - Jean-Baptiste de Laviath
Henri de Vaux - Romain Vindex

Administration : M^{lle} de Benque d'Agut

Cotisation annuelle

Membres actifs : 32 €
Étudiants, lycéens, chômeurs : 16 €
Bienfaiteurs : 150 €

FÊTE NATIONALE DE JEANNE D'ARC Week-end militant les 10 et 11 mai

Cette année, le Cortège traditionnel de Jeanne d'Arc sera précédé d'un forum d'Action française à nos locaux sur le thème de Mai 68 alors que la presse aux ordres célèbre le quarantième anniversaire de ces événements. La France de 2008 est fille de Mai 68. Ce forum, intitulé "Sous les pavés, la France !" comptera plusieurs brèves interventions thématiques : l'idéologie de Mai 68, personnalités et réseaux qui ont "fait carrière", la révolution des mœurs, le gauchisme : des barricades aux ministères, l'AF en 68, liquider Mai 68.

Suivra une table ronde sur les aspects intéressants des événements de 68 et de leurs suites : rejet de la société de consommation, primauté du politique, écologie, économie solidaire, retour à la terre. Une intervention aura pour thème : autogestion, fédéralisme, communautés. Nous concluons les échanges sur : vers de nouvelles chouanneries !

Retrouvez nos stands, la librairie, le bar... Entrée libre. Ren-



dez-vous au 10 rue Croix des Petits-Champs, Paris 1^{er}, le samedi 10 mai 2008. Accueil à 15 heures, échanges à 16 heures.

Le forum sera suivi d'un buffet campagnard (PAF) et d'une soirée dansante : 68-08, quarante ans de rock ! Samedi 10 Mai 2008 à partir de 19 h 30. Participation 10 euros, gratuit pour les filles avant 22 heures. Renseignements : 01 40 13 14 10 ou 06 81 27 64 26.

Dimanche 11 mai 2008 sera le jour de la Fête de Jeanne d'Arc, imposée par les camelots du Roi dès 1909, au prix de 10 000 jours de prison. Le

deuxième dimanche du mois de mai est en effet chaque année la "fête nationale de Jeanne d'Arc, symbole du patriotisme français", en vertu de loi du 14 juillet 1920.

Cette année, au lendemain d'une longue désillusion démocratique qui aura vu le "oui" à la France du 29 mai 2005 étouffé par le candidat de l'anti-France depuis le 6 mai 2007, c'est en famille, entre amis et avec tous ceux qui, en France, recommencent à croire à la solution monarchique que nous vous proposons de venir ce dimanche 13 mai 2008 pour faire entendre la voix du pays réel.

Venez nombreux participer au Cortège traditionnel qui, à Paris chaque année, va fleurir la statue de la Sainte de la Patrie place des Pyramides. Hier comme aujourd'hui écoutons l'enseignement de Jeanne d'Arc : restaurons la France par le Roi, par delà nos divisions, pour que vive la France !

Rassemblement à 9 h 30 à Paris, angle rue Royale - rue Saint Honoré, métro Madeleine ou Concorde. ■



Le Cortège en 2006

GRAND RASSEMBLEMENT ROYALISTE DU 6 JUILLET 2008

A l'occasion des 100 ans de L'Action Française, les royalistes de Bourgogne et des provinces limitrophes se réuniront à Saint-Jean de Vaux (à 10 minutes de Chalon-sur Saône).

Il est recommandé aux responsables régionaux de prendre dès maintenant contact pour l'organisation de leur stand au 06 62 48 12 31.

CAMP MAXIME REAL DEL SARTE 2008

Le Camp Maxime Real del Sarthe se déroulera cette année du 22 au 31 août au château de Lignières, ou nous sommes, depuis plusieurs années déjà, aimablement accueilli par le prince Sixte-Henri de Bourbon Parme. Cette université d'été aura comme thème "la résistance française". Avec plusieurs conférences par jour, des cercles d'études par

niveau, des ateliers pratiques (journalistique, études de texte, expression orale, politique locale, etc.), des points d'histoire de France quotidiens, le tout baigné dans une excellente ambiance, le CMRDS représente la seule véritable université de formation politique, bien loin de la médiocrité des autres universités d'été. Le CMRDS, ouvert aux jeunes de 15

à 30 ans, est chaque année un passage indispensable de la formation politique royaliste et de l'espérance française. Il est d'ores et déjà possible de s'y inscrire en envoyant un chèque de 150 euros à l'ordre du CMRDS, accompagné de ses coordonnées (et pour les mineurs d'une autorisation parentale), au CMRDS, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris. ■

Forum d'Action française Entrée Libre
Sous les pavés la France... en l'honneur de Mai 68
Samedi 10 Mai 2008 à 16h00
10, rue Croix des Petits-Champs, 75001
Interventions, témoignages, table ronde, projections...
et retrouvez aussi la librairie, les stands, le bar sur place. Le forum sera suivi d'un buffet et d'une soirée dansante.
www.actionfrancaise.net

Samedi 10 mai à 16 heures
Voir ci-contre

ACCUEIL DU CENTRE SAINT-PAUL

Sciences religieuses, littératures gréco-latine et française, histoire, philosophie

Ouvert les jeudi, vendredi et samedi après-midi de 14 heures à 19 heures

Dépôt de L'Action Française 2000

Réduction sur tout achat offerte à nos lecteurs

12 rue Saint-Joseph,
75002 Paris

01 40 26 41 78

06 22 71 20 17

www.accueil-saint-paul.com

Un site essentiel



www.maurras.net

DÉCÈS

Nous apprenons tardivement le décès du colonel Georges GUETTE des suites d'irradiations nucléaires subies lors de son séjour à Reggane (Sahara français) dans les années 1960. Nous prions son épouse M^{me} Georges Guette et toute sa famille d'accepter nos bien vives condoléances.

La Nation et l'Empire

S'il est un enseignement, celui-là incontestable, de l'œuvre de Charles Maurras, c'est bien la systématisation d'une grille de lecture de la vie internationale (et sans doute de l'histoire tout entière...), celle qui oppose deux logiques absolument inconciliables, celle de la Nation et celle de l'Empire

La nation est comme inscrite dans la cosmogonie chrétienne.

Inconciliables, elles le sont pour cette raison simple qu'elles se définissent l'une contre l'autre : tandis que l'empire est la formule d'organisation du monde qui juxtapose, à une grande pluralité de civilisations, ou de "peuples", un centre politique unique, plus ou moins centralisé, comme le furent par exemple l'empire d'Alexandre, celui de Rome, le Saint Empire romain germanique, l'empire Ottoman, l'empire Habsbourg, ou encore l'empire soviétique, et les malheureux "empires coloniaux" – il est remarquable que ces empires dégénèrent toujours, et finissent tous par disparaître au bénéfice de nations, dont la formule est en somme plus neuve. À l'inverse exact, la nation est cette formule d'organisation du monde qui fait coïncider le politique et la civilisation : à chaque peuple un État.

Certes, ces modèles ne sont jamais dans la réalité si purs ni si parfaits : mais les deux cosmogonies n'en sont pas moins repérables, chacune obéissant à une représentation complète du monde : on pourrait ainsi observer que la nation est comme inscrite dans la cosmogonie chrétienne, non seulement en ce que le mot figure dans la Bible (illustré notamment par le "petit roi" David qui s'oppose aux sectateurs du "Grand Israël", ou par l'expression "familles des nations"), mais surtout en ce que la superpuissance, symbolisée par l'orgueilleuse Babel, tour si haute qu'elle doit permettre à l'homme d'atteindre le ciel et de se faire égal à Dieu, est un péché – on connaît le songe de saint Martin de Tours qui, voyant en songe le Christ-Empereur le confond aussitôt et reconnaît en lui le démon, le crucifié ne pouvant être que Christ-Roi. On peut aussi observer que la formule de la nation, limitée en ses frontières, cultivant ainsi sens de la mesure, le "rien de trop" grec, si cher au "maître de Martigues", n'est en somme que le prolongement naturel du classicisme français – si bien symbolisé, "mis en image" pourrait-on dire, par le jardin à la française,

dont le général De Gaulle observait qu'il était justement agencé de sorte que « nul arbre n'en cache un autre de son ombre » : ce qui revient, en décrivant le jardin français, à décrire en somme un monde "à la française", ce modèle d'un monde en ordre, fait de nations souveraines qui coopèrent entre elles en une sorte d'harmonie universelle. Schéma hors d'atteinte certes, mais sa conceptualisation est un préalable à toute action réfléchie : la nation est un principe organisateur du monde. Tel est finalement le sens du "nationalisme intégral", conçu d'ailleurs d'autant plus clairement qu'il le fut en une époque où, partout dans le monde, les nations surgissaient des décombres des empires, où la France non point seule, certes, défaisait l'empire qui l'avait attaquée et en partie envahie.

La fin du politique

Maurras avait d'ailleurs aperçu, dès 1892, le triomphe d'une conception encore inouïe dans l'Histoire, l'empire mondial, s'en prenant aux premiers éloges du mondialisme tel que le développaient déjà quelques penseurs

américains, anglais (Norman Angel) ou français : « L'unité que vante M. Richet tuera les langues, les nations et toutes les variétés de l'univers. Au pambéotisme qui nous régit, M. Richet fait succéder un panyankeesme abominable. » (*Kiel et Tanger* – appendice IX) Rien de plus insupportable que la manie que cultivent nombre de nos contemporains à se vouloir "citoyens du monde" – sans jamais l'être. Rêve absurde, selon le clair raisonnement de Saint-Exupéry : « On ne peut être frères qu'en quelque chose. S'il n'est point de nœud qui les unisse, les hommes sont juxtaposés et non liés. On ne peut être frères tout court. Mes camarades et moi sommes frères "en" le Groupe 2/33 ; Français "en" la France. » Hannah Arendt va plus loin en percevant dans cette manie du regroupement, qui prend des allures d'idéologie totalitaire dans le cadre de l'Union européenne, la fin même du politique : « Les concepts politiques, écrit-elle dans ses *Vies politiques* (1955), sont fondés sur la pluralité, sur la diversité et les limitations réciproques. Un citoyen est par définition un citoyen parmi des citoyens d'un pays parmi les pays. Ses droits

et ses devoirs doivent être limités, non seulement par ceux de ses concitoyens mais aussi par les frontières d'un territoire. La philosophie peut se représenter la terre comme "la patrie de l'humanité", et d'une seule loi non écrite éternelle et valable pour tous. La politique a affaire aux hommes, ressortissants de nombreux pays et héritiers de nombreux passés ; ses lois sont les clôtures positivement établies qui enferment, protègent et limitent l'espace dans lequel la liberté n'est pas un concept mais une réalité politique vivante. L'établissement d'un ordre mondial souverain, loin d'être la condition préalable d'une citoyenneté mondiale, serait la fin de toute citoyenneté. Ce ne serait pas l'apogée de la politique mais très exactement sa fin. »

Plus que jamais, l'opposition pertinente du champ politique, surplombant celle de la droite et la gauche sans les faire disparaître, confronte les forces supra-nationales, servies par les oligarchies et les idéologies dominantes (le mondialisme, rejoint par un faux "internationalisme") et les forces nationales, qui savent que les nations, à la fin, l'emportent toujours : elles sont justes, mais minoritaires : deux bonnes raisons pour vouloir, et réaliser, leur rassemblement !

CHARLES MOUSSAY

CETTE ANNÉE-LÀ : 1303

Le roi seul maître au temporel

Cette année-là, la dix-huitième de son règne, Philippe le Bel, trente-cinq ans, était le premier souverain d'Europe. Avec l'aide de légistes nourris de la notion romaine de souveraineté, il proclamait à toute occasion et non sans une certaine impétuosité l'indépendance de la couronne qu'il savait recevoir de Dieu seul.

Le malheur avait voulu que régnât à Rome depuis 1295 un pape de haute culture mais obtus. Ayant succédé au pauvre et éphémère Célestin V dont il avait hâté la fin, le cardinal Caetani, devenu Boniface VIII, se faisait de la fonction papale une idée certes haute mais

quelque peu totalitaire, prétendant imposer sa volonté aux rois non seulement dans les domaines de la foi et de la morale (cela ne se discutait pas) mais aussi dans les affaires politiques.

Certes, la Chrétienté, que Maurras devait admirer comme la « grande fraternité des peuples baptisés » existait encore, mais les États s'affirmaient, s'organisaient, entraient dans l'histoire, devenant de réelles communautés de destin. S'ils pouvaient accepter l'arbitrage pontifical pour

régler leurs différends entre eux, ils ne pouvaient admettre un impérialisme papal. Le grand-père du roi Philippe le Bel, Louis IX, que Boniface VIII avait lui-même canonisé en 1297, ne pensait pas autrement.

Tout avait commencé entre Boniface et Philippe par une basse question d'argent. En principe, étant chargé de l'assistance publique, le clergé ne payait pas d'impôt, mais pour mener la guerre contre les Flamands, le roi, ayant besoin de beaucoup d'argent, leva en 1295, la "décime" que, bon gré mal gré, le clergé accepta. Puis il voulut percevoir un impôt général du "cinquantième", ce dont les évêques allèrent se plaindre à Rome. Le pape publia la bulle *Clericis laicos* précisant d'un ton très dur que les rois ne pouvaient lever un impôt sans l'autorisation du Saint-Siège, tandis que le roi interdisait tout passage de monnaie à l'étranger. Suivirent moult bulles papales et déclarations royales, véhiculant menaces et défis avec exagérations des deux côtés, jusqu'au jubilé de 1300 où l'on put croire à un apaisement. Dès l'année suivante Boniface VIII arbora une tiare avec une seconde couronne manifestant son autorité au-dessus des rois. Les positions restaient aussi fermes et les tempéraments tout aussi entiers.

Pour envenimer les choses, surgit un agité, Bernard Saisset, évêque de Pamiers, qui, fâché

avec tout le monde sauf avec le pape, parlait de soulever le Languedoc. Le roi le fit arrêter, le pape le réclama, puis se fâcha et publia la bulle *Ausculta filii*, affirmant que le pape est au-dessus des rois même au temporel et intimant au roi l'ordre de se débarrasser de ses conseillers. À quoi Philippe répondit en convoquant le dimanche des Rameaux 1302 à Notre-Dame une vaste assemblée d'évêques de clercs, de princes et de barons, et de représentants des communes (une sorte d'embryon d'états généraux) qui marqua l'union intime du roi et de ses sujets sur la grave question de la liberté du royaume. Le garde des Sceaux, Pierre Flotte, affirma que « le roi n'a pas de supérieur au temporel ». Une députation envoyée à Boniface s'entendit dire par celui-ci que si Philippe ne venait pas à résipiscence, « nous le déposerions comme un varlet ». Et sur ce fait de fulminer l'excommunication et de convoquer un concile avec obligation pour les évêques français d'y venir...

Philippe le Bel, qui venait de subir à Courtrai une défaite contre les Flamands, ne voulait plus tergiverser. Désormais, il allait demander ce qu'aucun roi n'avait jamais osé : la déposition du pape ! Comme le montre Jacques Bainville, ce n'est qu'en voyant que l'intransigeance pontificale pouvait ébrécher son autorité et l'unité morale du royaume que Philippe le

Bel frappa le grand coup : il envoya avec une petite troupe et dans le plus grand secret son conseiller Guillaume de Nogaret à Anagni pour qu'il se saisît de la personne du pape et l'amenât à comparaître devant un concile général en vue de sa destitution. La nuit du 7 septembre 1303 eut lieu la rencontre. Le pape fut enlevé, mais plus aucun historien sérieux ne dit qu'il aurait été giflé. Deux jours après, la foule le libérait ; quinze jours plus tard, Boniface VIII mourait d'émotion, assez peu regretté même de son entourage romain.

Ledit "attentat d'Anagni" ne fut qu'une démonstration audacieuse et risquée d'une juste exaspération. En octobre, le nouveau pape Benoît XI levait les sanctions contre Philippe le Bel et lui consentait la "décime" pour deux ans. Puis l'année suivante, son successeur Clément V allait être le premier pape à s'installer à Avignon, sous protection française.

Philippe le Bel, que l'on sait par ailleurs extrêmement pieux n'avait point agi par "laïcisme". Il voulait seulement affirmer avec la fougue de la jeunesse d'une nation en pleine éclosion que pour le bien de l'un et de l'autre le pape et le roi devaient être pleinement souverains chacun dans son domaine et que spirituel et temporel ne devaient pas empiéter l'un sur l'autre. On aimerait voir la République agir aujourd'hui de la sorte à l'égard de tous les papes de la pensée unique...

MICHEL FROMENTOUX

C'EST ARRIVÉ IL Y A 100 ANS

Par Juliette Parisot

Nos idées toujours d'actualité !

L'Action Française - 1^{er} mai 1908 - n°42

LA POLITIQUE LES DEUX RITES

Le plus conservateur des peuples, l'habitant de la Chine, celui qui commence à peine à se transformer atache, paraît-il, aux rites une importance que tous les voyageurs tournent en dérision. Mais le plus avancé de nos partis occidentaux, le parti socialiste, n'a guère réussi qu'une fondation, depuis soixante ans qu'il tra-

veille : c'est son rite du 1^{er} mai. On peut prendre des airs de profondeur narquoise [...] mais ne vaut-il pas mieux concéder les uns aux autres que l'homme est toujours l'homme et que le nouveau, pour durer, doit s'accommoder de l'ancien, et au besoin le confisquer ?

CHARLES MAURRAS